



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 27 novembre au 8 décembre 2017

Date du document: 27/12/2017

No. du Projet: 1100001589

No. du rapport: 4646-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du projet	15
E. Gestion fiduciaire	15
F. Durabilité	18
G. Autres aspects	20
H. Conclusion	22

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	23
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	27
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	35
Appendice 4: État avancement matériel par rapport au PTBA 2017 (y compris indicateurs SYGRI)	43
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	53
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	55
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	57

Sigles et acronymes

AC	Agent comptable
AFD	Agence Française de Développement
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANO	Avis de Non Objection
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BNI	Banque Nationale d'Investissements
CAFM	Chargé de l'Administration, des Finances et des Marchés (dans les antennes)
CEDAICI	Caisse d'Epargne pour le Développement Agricole et Industriel de la Côte d'Ivoire
CGR	Crédit Groupement Rural
CLEAR	Centers for Learning on Evaluation and Results
CMR	Cadre de Mesures de Rendements
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
Coordo	Coordonnatrice
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COPA	Chargé des OPA (dans les antennes)
COPA-CA	Chargé des OPA- Chef d'Antenne
CPA	Chargé de la Production Agricole (dans les antennes)
CRC	Cadres Régionaux de Concertation
CSE	Chargé du Suivi-Evaluation (dans les antennes)
CTC	Chargé de la Transformation et de la Commercialisation (dans les antennes)
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DANO	Demande d'Avis de Non Objection
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DDA	Directions Départementales de l'Agriculture
DEP	Direction de l'Evaluation des Projet
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DID	Développement international Desjardins
DNMP	Direction Nationale des Marchés Publics
DPD	Demande de Payement Direct
DR/ DRA	Directions régionales / Directions régionales de l'Agriculture
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DRF	Demandes de Remboursement de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DVR	Digital Video Recorder
ECD	Etats Certifiés de Dépenses
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GDTE	Gestion Durable des Terres et des Eaux
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (Institut International de Recherches sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-Arides)
IF	Institution Financière
MCLAU	Ministère de la construction, du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme
MCR	Micro Crédit Rural
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MP	Microprojet
MP	Micro-projet
MPR	Mécanisme de Partage des Risques
OFID	OPEC Fund for International Development
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture

OP / OPA	Organisation des Producteurs / Organisation des Producteurs Agricoles
ORMS	Operational Results Management System
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRFM	Projet de Reboisement des Flancs des Montagnes
PROPACOM-Ouest	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation extension Ouest
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-verbal (Procès-verbaux)
RAF	Responsable Administratif et Financier
RIR	Responsable des Infrastructures Rurales
RMEC	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit
RMP	Revue à Mi-Parcours
RPM	Responsable Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SFR	Spécialiste en Finances Rurales
SIG	Système d'Information Géographique
SIM	Système d'information de marchés
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SYGRI /RIMS	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact /Results and Impact Measurement System
TDR	Termes de référence
TPE	Terminal de paiement électronique
UCP	Unité de Coordination du Projet
UNACOOPEC-CI	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
USD	Dollars des Etats Unis
WAAPP	West African Agricultural Productivity Programme

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a procédé, du 27 novembre au 08 décembre 2017, à la supervision des projets du portefeuille du FIDA à savoir : (i) le Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM), (ii) l'extension Ouest du PROPACOM (PROPACOM-Ouest).
2. Dans le cas du PROPACOM, projet concerné par le présent Aide-mémoire, la mission visait l'examen du niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en février 2013, d'analyser les goulots d'étranglements à la mise en œuvre du PROPACOM et de proposer les recommandations permettant d'en accélérer la mise en œuvre.
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP pour passer en revue l'état d'exécution globale du projet au regard des indicateurs de performance du projet ainsi que les activités prévues dans le PTBA 2017. Plus particulièrement, les discussions ont porté sur : i) l'état d'avancement du PTBA 2017 du PROPACOM ; ii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de juin 2017; et iii) les difficultés et les contraintes rencontrées ainsi que les mesures prises pour y pallier.
4. Plusieurs séances de travail ont eu lieu avec l'UCP et ses diverses antennes, les représentants des services techniques déconcentrés, les prestataires de service et les partenaires. Plus spécifiquement, la mission a pu s'entretenir avec le BNETD pour échanger sur l'état de mise en œuvre de la convention avec un accent particulier sur le chronogramme détaillé de livraison des parcelles aménagées sous leur supervision. En outre, vue les ressources limitées sur le PROPACOM, la mission approuve la proposition du comité ad hoc d'étendre les dispositions de la convention BNETD aux infrastructures rurales à exécuter sur le PROPACOM Ouest. L'UCP, avec l'appui de la Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP), est conviée à prendre toutes les dispositions idoines pour faciliter la mise en œuvre de cette disposition et plus particulièrement d'en ressortir la faisabilité opérationnelle et financière maintenant que les dérogations requises viennent d'être approuvées vers la fin de la présente mission.
5. Au terme de la mission, il a été organisé le 08 décembre 2017, sous la présidence du Directeur Général de la DGPSP du MINADER, une réunion de restitution des différentes observations et recommandations de la mission. Le présent aide-mémoire fait non seulement le point des résultats de la mission mais intègre également les commentaires et observations faites lors de cette réunion de synthèse à laquelle le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) et l'ONDR ont aussi participé.
6. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. L'accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 et le lancement officiel effectué le 15/12/2012 à Bouaké. Le projet comporte trois composantes, à savoir deux composantes techniques : (i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles et ii) Valorisation et mise en marché et une composante de Coordination-Gestion et Suivi-Evaluation. Dans la zone d'intervention,

¹ La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) Mme Haoua SIENTA, Chargée des Finances au siège du FIDA ; (iii) Mme Abelle Yelome DOSSOU HOUSSOU, Spécialiste en production agricole, CPO du FIDA au Bénin ; (iv) Mme Odile SARASSORO, Spécialiste des aspects institutionnels, durabilité, ciblage et genre, CPO du FIDA en Côte d'Ivoire ; (v) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en production et Génie Rural, (vi) M. Malhado BARRY, Expert génie rural; (vii) Hippolyte G. AHONLONSOU, Spécialiste en finance rurale; (viii) M. Tenjoh-Okwen OKWEN, Expert environnement et changement climatique; (ix) Mme Oumou Touré, Spécialiste en gestion administrative et financière; (x) Mme Coumba FALL, Spécialiste en renforcement des capacités des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et capitalisation; (xi) M. Thomas CAZALIS, Expert post-récolte; (xii) Mme Marion TRIQUET, Experte en suivi-évaluation. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par : (a) M. Silué SIONSELIGAM, Directeur de la DEP du MINADER, b) M. Abdoulaye TRAORE, sous-directeur à la DEP du MINADER et (c) Abel YAVO, chargé d'études DEP, MINADER.

il cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz inondé, maïs et cultures maraîchères.

8. La stratégie de mise en œuvre du projet est basée sur le principe de demandes à formuler par les OPA et traduire ensuite en microprojets. A ce titre, le projet prévoit de financer 115 microprojets portant sur les activités de production et de commercialisation des spéculations cibles.

9. Le principal constat qui découle de l'examen de l'état de mise en œuvre du PROPACOM est que les réalisations physiques sont en deçà de ce qu'elles devraient être à 4 mois de la clôture dudit projet. En effet à l'exception de la culture du maïs avec une mise en valeur d'une superficie de 3 169,50 ha soit 106% des objectifs initiaux, les principales réalisations du projet à date incluent, entre autres : la mise en place de 857,77 ha sur un objectif de 2 400 ha pour la production de masse de riz ; 3,4 ha de cultures maraîchère sous goutte à goutte ; la mise en place d'une superficie totale de 15,81 ha pour la production maraîchère (sur un objectif de 57,4 ha) dont 11,16 ha à Bouaké et 4,65 ha à Korhogo. Les mêmes déficits sont notés pour la distribution des batteuses (26% des objectifs). Cependant, malgré les retards, les infrastructures marchandes prévues ont été achevées. Par ailleurs, pour ce qui concerne les mini-rizeries qui n'étaient pas fonctionnelles du fait de la vétusté des équipements non encore montés, l'ONDR s'est engagé à remplacer par du neuf tous les équipements requis, sans toutefois avoir fixé un délai précis.

10. **Mise en œuvre de la Convention avec le BNETD** : Les travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles destinés à la production rizicole ou maraîchère n'ont pu être exécutés dans les délais initialement impartis à cause d'un retard dû principalement aux défaillances des entrepreneurs (contraignant l'UCP à résilier 13 contrats de travaux en 2016) et à la faiblesse des ingénieurs conseils chargés des études techniques, du contrôle et du suivi des travaux. La signature en décembre 2016 de la convention avec le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), tel que recommandé par la mission de revue à mi-parcours, a pour but d'aider à résorber quelque peu ce retard. Les activités afférentes à cette convention ont démarré en janvier 2017 et des dispositions ont été prises au niveau du MINADER, de l'UCP et du BNETD pour en assurer un suivi régulier (élaboration d'un chronogramme détaillé révisé durant la présente mission, réunion régulière du Comité Technique de Suivi mis en place à cet effet, obtention de dérogation pour des appels d'offres restreints etc.).

11. Sur requête de la présente mission, le BNETD a soumis un planning actualisé de réception des différents marchés de travaux en cours. Pour la riziculture il est proposé de réceptionner : (i) 197,45ha avant la fin décembre, 235,66 ha en Janvier 2018, 202,72 ha en février et 47 ha en mars. Si ce planning est respecté, le total des **aménagements rizicoles** à la fin du projet sera de 748,33 ha sur l'objectif de 780,5 ha soit **un taux de réalisation attendu de 95,9%**. Pour le **maraîchage**, 32 ha seront réceptionnés en janvier 2018 et 23 ha en mars. En y ajoutant les 11 ha réceptionnés en novembre, le maraîchage totalisera 66 ha sur les 62,6 ha prévus, soit **un taux de réalisation de 105,6% de l'objectif révisé**. La mission estime que pour atteindre ces objectifs, des efforts restent encore à fournir pour accélérer le rythme de mise en œuvre des chantiers afin que toutes les réceptions provisoires soient organisées avant la fin du mois de février 2018. Il ressort également que les contraintes liées à l'avancement des travaux persistent et se résument ainsi qu'il suit: (i) trop fortes pluies de cette année ; (ii) contreperformance de certaines entreprises qui obligeront le BNETD à recourir à la mise en régie totale ou partielle pour achever les travaux, (iii) délais administratifs nécessaires à l'obtention de certains avis de non objection et iv) délais de reprise des études techniques sur certains sites etc. Le respect des nouvelles échéances nécessitera la résolution de toutes ces contraintes.

12. Le **taux d'exécution physique du PTBA 2017** au 30/11/2017 est de 60,14% pour des raisons liées en grande partie au retard observé dans la mise en œuvre effective de la très importante convention avec le BNETD qui absorbe le gros des ressources prévues sur le PTBA 2017, le reste allant à la mise à disposition d'intrants maraîchers aux OPA bénéficiaires des sites à aménager. Les taux d'exécution physique par composantes sont comme suit : Composante 1/ Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles (68,44%) ; Composante 2/ Valorisation et mise en marché (56,05%) ; Composante 3/ Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs (55,94%).

13. Le **taux d'exécution physique global (2013-2017)** est estimé à 51,03% réparti comme suit : Composante 1 (34,49%), Composante 2 (55,60%) et composante 3 (75,71%). Le taux de la composante 1 verra une nette amélioration avec la livraison attendue des infrastructures rurales de la convention BNETD.

14. En termes de décaissements, le taux d'exécution financière du PTBA 2017 s'élève à **73,03%** au 30/11/17 pour l'ensemble des financements répartis entre bailleurs comme suit : **82,49%** sur le financement FIDA de 22,5 millions USD pour un taux de mobilisation de **49,91%** de **pour ce qui concerne** la contrepartie prévue pour 5,4 millions USD et **6%** pour ce qui est de la contribution des bénéficiaires prévue pour 1,1 millions USD.

C. Produits et effets

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

15. La mise en œuvre du PROPACOM vise, à travers la composante 1, la production de 14.400 tonnes de riz sur 2.400 ha sur la base d'un rendement moyen de 6 tonnes/ha, 7.500 tonnes de maïs sur 3.000 ha pour un rendement escompté de 2,5 tonnes/ha et la réalisation de 90 ha de cultures maraîchères (tomates, poivron, etc...) destinés au marché local et régional. Les 2 400 ha en riz et les 90 ha de maraîchage nécessiteront une mobilisation conséquente de l'eau dans des bas-fonds et sur des périmètres aménagés et/ou réhabilités.

16. Pour atteindre ces objectifs, le PROPACOM a prévu d'apporter un appui en fourniture de semences améliorées (100 tonnes pour le riz et 45 tonnes pour le maïs), de des matériels de mécanisation des travaux agricoles et l'assistance du conseil agricole pour le renforcement des capacités organisationnelles et la maîtrise des itinéraires et paquets techniques.

Semences améliorées

17. Sur la durée du projet, le projet a fait produire 65 tonnes de semences R1 certifiées de maïs pour un objectif de 45 tonnes, dépassant largement l'objectif (**144%**). Il en a acheté environ 17,2 tonnes (15T/2015 et 2,2T/2016). Ce qui a permis aux producteurs d'accéder à du matériel végétal de qualité.

Fertilisants (engrais et produits phytosanitaires)

18. L'UCP n'a pu fournir à la mission les données quantitatives des engrais mis en place. Cependant, elle relève que l'autonomisation des OPA par rapport à la reconstitution des fonds intrants se fait de manière progressive. Selon l'UCP, l'expérience montre, après deux campagnes: (i) une acceptation effective du principe de reconstitution par les membres des OPA, (ii) la mise en place au niveau des OPA, de comités de gestions des intrants chargés du recouvrement des créances, (iii) une reconstitution effective des fonds là où le niveau de production (sans aléas climatique) a été satisfaisant et les OPA dynamiques. Toutefois, les taux de reconstitution sont globalement faibles sur 2015-2016 : Riz/30% ; Maïs/13%, avec une exception pour Korhogo qui est à 100%. Ces faibles niveaux de récupération font douter de l'adhésion des OP au principe de reconstitution, de la qualité de la sensibilisation et du niveau d'engagement des membres des OP dans certaines zones. **La mission recommande** donc au projet de procéder, au titre des études à faire dans le cadre de l'achèvement, à une évaluation du mécanisme de reconstitution du fonds intrants, avec un point exhaustif des quantités/montants mises en place et les récupérations, et de capitaliser les leçons tirées pour le PROPACOM Ouest.

Appui conseil aux OPA

19. L'appui conseil prévu dans le projet devrait être conduit sur les sites à aménager pour les cultures rizicoles et maraîchères mais rien n'a pu être fait en raison du grand retard observé dans la mise en route des travaux d'aménagements qui n'ont réellement démarré qu'en juillet 2017. Cependant, quelques activités d'appui à la production maraîchère ont été initiées en 2016 sur des sites aménagés (Niambroun) ou non par des OPA au niveau de l'Antenne de Bouaké. Cet appui conseil a pris fin en juin 2017 avec la fermeture anticipée des Antennes. Au total : i) 373 producteurs de riz ont été encadrés sur une cible de 9.600/4% et 66 formés pour une cible de 1,152/6% ; ii) 2.628/88% producteurs encadrés pour le maïs et ; iii) 259/29% pour le maraîchage.

Mécanisation agricole

20. **Motoculteurs et batteuses-vanneuses.** Le projet a prévu de mettre à la disposition des OPA, 120 motoculteurs et 100 batteuses-vanneuses. Les réalisations au 30 juin 2017 sont les suivantes : i) 26 batteuses-vanneuses au profit de 33 OPA, soit un taux de réalisation de 26%; soixante-six (66) Motoculteurs, au profit de 18 OPA, soit un taux de réalisation de 55%. Tout le matériel acquis a été livré aux OPA. La contribution attendue d'elles est de 5% du coût des équipements (17.239.104 FCFA). Elle a été libérée entièrement par les OPA de Bondoukou et de Bouaké, celle de Korhogo ne l'a été qu'à concurrence de 60%, en raison de la défaillance d'une OPA, l'OPA CODERI-Tchologo,

qui reste devoir un montant de 413.800 FCFA sur les 04 motoculteurs dont elle a bénéficié. Au total, 143 personnes (114 utilisateurs/machinistes dont 10 femmes, et 29 artisans-réparateurs) ont été formées à l'utilisation du matériel agricole ainsi acquis. La situation n'a pas changé au 30 novembre 2017. **La mission recommande** à l'UCP de faire le point sur la mobilisation des contributions des OPA et de procéder à la réaffectation à d'autres OPA, les équipements dont les premiers acquéreurs n'arrivent pas à payer la totalité des contributions attendues.

21. **Culture attelée.** Le projet a procédé à l'acquisition de 20 paires de bœufs de Culture Attelée (BCA) au profit de 6 OPA bénéficiaires. La formation sur l'itinéraire technique de culture attelée s'est tenue au profit de douze (12) représentants des OPA bénéficiaires dont une (01) femme. Un module sur l'utilisation et la production du fumier à partir de la bouse de vache et des résidus de récolte a été diffusé au cours de cet atelier. Les producteurs ont été également instruits sur l'intérêt d'associer la fumure organique à la fumure chimique qui permet d'optimiser les rendements. La contribution des OPA au titre de l'apport personnel (1.411.017 FCFA) a été entièrement libérée.

22. **Gestion du matériel agricole.** Un manuel de gestion du matériel agricole a été élaboré par le PROPACOM pour les motoculteurs et les batteuses-vanneuses. Toutefois, le projet présente un risque par rapport à leur gestion. En effet, la répartition du matériel agricole n'a pas tenu compte du niveau de maturité des OPA. Soixante-sept (67 %) des gros équipements (motoculteurs, batteuses vanneuses...) bé aux OP de niveau 1 (plus bas niveau) et moins de 30% aux OPA de niveau 2. **La mission recommande** au projet de réviser le manuel de gestion de l'ensemble du matériel agricole acquis (production et transformation) en tenant compte de la réelle capacité et du niveau de maturité des OPA bénéficiaires ; ii) former les OPA à la gestion des matériels et leur assurer un encadrement rapproché en vue d'assurer la durabilité des équipements.

Production agricole

23. Les appuis du projet se sont essentiellement concentrés sur la production du maïs, le riz et les cultures maraîchères n'ayant reçu que très peu d'appuis.

24. **Production du maïs.** La production de masse de maïs a été réalisée en 2013 par des groupements communautaires sur une superficie emblavée de 647 ha et sur la période 2014 - 2016, sous forme de microprojets sur une superficie de 2 522,5 ha, soit une superficie totale de 3 169,50 ha, soit un taux d'exécution de 106% des objectifs du projet. La production obtenue sur deux années (2014 – 2015) s'est fixée à de 6.144 tonnes pour un objectif de 7.500 tonnes, soit un taux de réalisation de plus de 81%(avec un rendement moyen de 1,98 tonnes/ha contre un objectif du projet de 2,5 tonnes/ha.

25. Aussi, la revue à mi-parcours de mai 2016 avait – elle recommandé que l'équipe du projet se concentre à l'augmentation aussi bien des rendements que des superficies à emblaver en maïs qui passeraient de 3.000 ha (objectif du projet) à 5.000 ha, compte tenu de l'engouement des producteurs vers cette spéculation. Cependant, la réallocation budgétaire opérée en 2016 a conduit à l'épuisement des ressources disponibles sur la catégorie « *Equipements, moyens de transport, matériels et intrants* ». Le comité d'orientation et de pilotage réuni en novembre 2016 a, en conséquence, entériné la proposition de l'UCP de ne poursuivre les appuis qu'aux cultures maraîchères et le riz, l'idée étant de privilégier les cultures sous aménagements à réaliser par le BNETD.

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz

26. L'appui du projet à la production de riz a démarré seulement en 2016, à deux ans de la fin du projet. Le bilan des activités indique la mise en place de 857,77 ha qui sont en cours de production pour un objectif de 2.400 ha, soit un taux de réalisation de 36%. Ces superficies sont mises en valeur par 934 exploitants dont 294 femmes issus de 14 OPA. La production de riz paddy obtenue est de 3 159,59 tonnes, soit 22% de l'objectif (14.400 tonnes) avec un rendement moyen de 4,01 t/ha, soit 66% de l'objectif de de 6 tonnes/ha. Ce faible rendement est, de l'avis de l'UCP, lié à la survenue des périodes de sécheresse prolongées, l'irrégularité des pluies n'ayant pas permis un bon taux de remplissage des barrages mais également à l'inadéquation et la faible qualité des aménagements empêchant une bonne irrigation des parcelles (cas des périmètres rizicoles «la Baba » de l'OPA GRIMAB de Bouna dans l'antenne de Bondoukou, de « Niofouin » et de « Kapiévogo » dans l'antenne de Korhogo).

27. **Production maraîchère.** La superficie cumulée mise en valeur par le système goutte à goutte est évaluée à 3,4 ha à Bouaké, la défaillance des entreprises de travaux et des bureaux d'études

n'ayant pas permis de réaliser les aménagements prévus. Pour les aménagements avec le système californien, seuls les sites de Gbangaoukpli (2,3 ha) et de N'zuéda (2 ha) dans l'antenne de Bouaké ont été aménagés. Le bilan des activités de production maraîchère indique la mise en place d'une superficie totale de 15,81 ha (Bouaké/11,16, Korhogo/4,65), soit 17%, très loin de l'objectif de 90 ha fixé pour le projet. Cette mise en place a été faite par 119 exploitants dont 115 femmes à Korhogo et 274 exploitants dont 143 femmes à Bouaké issus de 8 OPA. Le niveau des productions est également très faible : 60,27 T (51,19 t d'oignon et 9,08 T de tomate) contre une prévision de 178 tonnes (33%). Cette situation s'explique par le fait que la plupart des cultures ont été conduites par irrigation manuelle (hors aménagement).

28. Globalement, la mission observe, au regard des résultats atteints à quelques mois de l'achèvement, que les réalisations du projet relatives à l'accès aux facteurs de production sont largement en deçà des objectifs visés. Cette faible performance s'explique notamment par : i) le retard accusé au démarrage du projet, en lien avec la lenteur dans les procédures ; ii) les faibles capacités des prestataires de services et ; iii) la suspension des contrats de certains cadres de l'UCP et la fermeture des antennes intervenue en juin 2017. Leçon doit en être tirée pour les futurs projets.

Recommandations sur l'accès aux facteurs de production agricole

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Transmettre aux DR le manuel de gestion de l'ensemble du matériel agricole acquis (production et transformation) ainsi que la base de données sur les OPA.	Coord	Immédiat
Accélérer, conformément au cahier des charges, les visites de terrain pour vérifier l'existence et l'utilisation effective du manuel.	DR	Immédiat et continu
Procéder, au besoin, à la révision du manuel de gestion du matériel agricole sur la base des résultats des visites de terrain et en l'insérer dans l'avenant au cahier des charges des DR.	Coordo	Mars 2018

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère

29. En matière d'aménagements maraîchers, ce sont 31,3 ha (Goutte à goutte et californien) dont 9,7 ha à Bouaké et 21,6 ha à Korhogo qui sont réalisés hors convention BNETD. De ce total, 20,3 ha ont été définitivement réceptionnés en novembre 2017 et 11 ha provisoirement réceptionnés en août et novembre 2017. En y ajoutant, les 55 ha d'aménagement maraîchers en cours avec le BNETD, le PROPACOM totalisera une superficie de 86,30 ha aménagés sur un objectif de 90 ha. Ceci, permettra d'atteindre un taux de réalisation de 96%. Toutefois, sans attendre l'achèvement des aménagements avec l'appui du BNETD, des OPA avaient démarré la production d'oignon sur une superficie de 6,87 ha et de tomate sur 8,94 ha dans les antennes de Bouaké et de Korhogo. Le bilan des activités de production maraîchère indiquait la mise en place d'une superficie totale de 15,81 ha dont 11,16 ha à Bouaké et 4,65 ha à Korhogo. Cette mise en place a été faite par 119 exploitants dont 115 femmes à Korhogo et 274 exploitants dont 143 femmes à Bouaké issus de 8 OPA.

Situation des travaux d'Aménagement hydro-agricoles et d'infrastructures rurales Hors-Convention BNETD

30. Les superficies rizicoles aménagées en dehors de la convention BNETD totalisent 463,50 ha dont 155 ha à Bouaké définitivement réceptionnés en novembre 2017 et 308,5 ha à Korhogo qui ont été provisoirement réceptionnés en juillet 2016 avec quelques travaux correctifs en cours avant la réception définitive.

31. En matière d'aménagements maraîchers, ce sont 31,3 ha (Goutte à goutte et californien) dont 9,7 ha à Bouaké et 21,6 ha à Korhogo qui sont réalisés. Un total de 20,3 ha a été définitivement réceptionné en novembre 2017 et 11 ha provisoirement réceptionnés en août et novembre 2017.

32. Les infrastructures marchandes construites concernent (i) un centre de groupage, (ii) 3 mini rizeries définitivement réceptionnées, et (iii) 4 magasins de stockage dont 3 réceptionnés provisoirement et un autre en contentieux (le magasin de Dékokaha dans le département de Ferkessedougou).

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Organiser un arbitrage de haut niveau (MINADER/ ANRMP/PROPACOM et Entreprise) afin de vider le contentieux au tour du magasin de stockage de Dékokaha et rendre aux bénéficiaires une infrastructure achevée dans les règles de l'art.	MINADER	Immédiat avant le 31/12/2017

La Convention avec le BNETD

33. Suite aux faibles résultats obtenus avec les bureaux d'ingénieurs-conseils et les PME de travaux, impliqués dans la mise en œuvre des aménagements rizicoles et maraîchers ainsi que des infrastructures marchandes, la mission de RMP du PROPACOM de mai 2016 avait recommandé à l'UCP de confier au BNETD l'ensemble des tâches de Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) portant sur le volet « infrastructures rurales ». Le contrat a été approuvé le 14 décembre 2016 et un ordre de service pour un début effectif des travaux le 20/01/2017 pour un délai de 15 mois maximum. Le budget estimé pour les travaux est de 4 248 000 000 FCFA TTC y compris les frais de gestion. La rémunération directe du BNETD est de 472 000 000 FCFA TTC. Les travaux de la convention portent sur : (i) la réhabilitation / aménagement de 1 157,6 ha de périmètres rizicoles, (ii) l'aménagement de 57,4 ha de périmètres maraîchers au système goutte à goutte et (iii) la construction de 4 infrastructures marchandes.

Niveau d'exécution physique de la convention

34. Sur les 1 157,6 ha de périmètres rizicoles à réhabiliter/aménager : (i) 780,5 ha répartis sur 17 sites dans les antennes de Korhogo (505 ha), Bouaké (166 ha) et Bondoukou (109,5 ha) ont été programmés sur la base des ressources disponibles. Les travaux réalisés par le BNETD ont porté sur les études d'actualisation/ validation des avants projets détaillés (APD), l'actualisation des quantités des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) sur 29 sites, la sélection des entreprises de travaux pour 18 lots dont 17 lots de marchés de travaux rizicoles et maraîchers et un lot de Pistes rurales de 12 km. L'état de mise en œuvre des aménagements montre qu'au niveau du maraîchage, 11ha ont été réceptionnés (17,6%) à Korhogo au courant du mois de novembre 2017 et 47,5 ha de riziculture réceptionnés à Bondoukou au courant de la même période soit 6% de l'objectif au passage de la mission. Le planning actualisé des réceptions par le BNETD à l'occasion de la présente mission se présente comme suit: pour la **riziculture (i)** 197,45ha sont programmés avant la fin décembre, 235,66 ha en Janvier 2018, 202,72 ha en février et 47 ha en mars. Si ce planning est respecté, le total des aménagements rizicoles à la fin du projet sera de 748,33 ha pour un objectif de 780,5 ha soit un taux de réalisation de **95,9%**. Mais il est recommandé au BNETD d'accélérer les travaux et réceptionner tous les chantiers à la fin du mois de février au plus tard.

35. En matière d'aménagement maraîchers, sur une prévision de 57,4 ha, une superficie de 55 ha, répartie sur 13 sites est en cours d'aménagement. Ces travaux concernent l'aménagement de périmètres maraîchers irrigués avec le système californien de 23 ha répartis en 3 lots sur 6 sites pour lesquels, la notification a été faite aux entreprises le 24 novembre pour un délai d'exécution de 2,5 mois. La réception provisoire est prévue à la mi-février. Les autres travaux portent sur l'aménagement maraîcher avec le système Goutte à goutte sur 32 ha répartis sur 5 sites et faisant objet de 3 lots. Les travaux sont en cours avec un léger retard dû aux délais de commande du matériel non disponible sur le marché national. Ainsi **pour le maraîchage**, 32 ha seront réceptionnés en janvier 2018 et 23 ha en mars. En y ajoutant les 11ha réceptionnés en novembre, le maraîchage totalisera 66 ha sur les 62,6 ha prévus. Soit un taux de réalisation de **105,6%** de l'objectif révisé. Sur la base de ces prévisions, le PROPACOM mettra à la disposition des bénéficiaires en fin décembre 2017, une superficie aménagée de 245ha rizicoles (32%) et 11 ha de périmètres maraîchers soit 17,6% de l'objectif en 11 mois de prestations du BNETD sur 15 mois contractuels.

36. Pour que les OPA bénéficiaires profitent pleinement de ces aménagements qui ne leur seront effectivement livrés qu'en fin de projet ; (i) l'UCP utilisera les sommes mises de côté pour l'achat d'intrants à cet effet ; (ii) le MINADER et l'ONDR ont promis de fournir des appuis en intrants divers (semences entre autres) et (iii) d'autres projets et partenaires ont également promis d'aider les bénéficiaires de ces aménagements.

37. Le marché de travaux inscrit sous le DAO n° T227 portant sur l'aménagement/réhabilitation de 121 ha de périmètres rizicoles au niveau de l'antenne de Bouaké sur 4 sites répartis en 3 lots n'a pas été attribué à cause d'insuffisance de ressources. Il a été par conséquent proposé de transférer ces travaux au PADFA dont le démarrage est prévu en 2018.

38. La mission a été informée par le BNETD que 3 marchés de travaux d'aménagement totalisant 141 ha (18,06% de l'objectif contractuel) qui sont en cours et dont l'achèvement était prévu en fin novembre risquent d'être mis en régie partielle ou totale. Il est attendu que le recours à cette disposition prévue aux cahiers de charges permette d'achever les travaux au plus tard en fin janvier 2018.

39. Les travaux de réhabilitation de la piste rurale piste sur le tronçon Sinématiali – Lokoli – Kafananvogo –campement Kénavvogo – Eco ferme (12 km) ont été notifiés en décembre 2017, pour un délai d'exécution de 2,5 mois. La réception provisoire est prévue pour la mi-février 2018. Cette activité se fera désormais dans le cadre de l'avenant sur le PROPACOM –OUEST

40. **Niveau d'exécution financière de la convention et avenant BNETD.** Le montant global de la convention est de 2, 844 milliards F CFA sur PROPACOM. Deux avances totalisant 1,807 milliards F CFA ont été payées sur le compte du BNETD, sous caution de BNETD et des PME. La mission précédente avait constaté que la première avance de 30% (1,198 milliard CFA) avait été payée en avril 2017 sur la base de la convention signée de 4 milliards FCFA. Par la suite, avec la répartition du budget entre PROPACOM et PROPACOM Ouest, BNETD se retrouvait avec un trop perçu de 480 millions en termes d'avance de fonds sur le budget PROPACOM. Il ressort que la mission précédente avait recommandé que tout réapprovisionnement au BNETD soit conditionné par la réception de décomptes. Au courant de la présente mission, le BNETD a transmis au PROPACOM une situation de décomptes de quelques entreprises non encore traités par le projet qui ressort un montant à approvisionner de 335 164 261 FCFA. En l'absence d'un Responsable Infrastructures Rurales (RIR) il est important de s'assurer que les assistants RIR ont la compétence requise pour la gestion du marché des travaux confiés au BNETD. A défaut, le PROPACOM doit s'attacher les services d'un ingénieur conseil qualifié pour éviter tout retard dans le traitement des décomptes du BNETD.

41. Lors des visites de chantiers et des échanges avec les bénéficiaires et les différents intervenants dans les infrastructures, (BNETD, entreprises, assistants IR, CGA etc.), la mission a noté que les travaux se poursuivent mais que seulement 189,5 ha soit 24,28 % de l'objectif en riziculture irriguée seront livrés en fin décembre 2017 et que 141 ha (18%) risquent d'être exécutés en régie. Les 55 ha d'aménagements maraîchers seront disponibles en fin février 2018.

42. **Les principales leçons apprises** de la mise en œuvre des infrastructures se résument comme suit : (i) les Comité de gestion des aménagements (CGA) sont en général constitués et déclarent posséder des comptes au niveau des Banques et COOPEC mais ils rencontrent des difficultés pour l'organisation et la gestion de l'entretien des ouvrages à cause de la démotivation des usagers qui s'expliquerait par le faible écoulement de la production, (ii) certains microprojets d'aménagement portent sur des extensions des aménagements à l'aval d'anciens périmètres où sont signalés des problèmes de gestion d'eau et d'entretien des canaux principaux ; ce qui n'est pas de nature à garantir la disponibilité de la ressource en eau au niveau des extensions, (iii) par endroit, des modifications ont été apportées aux objectifs initiaux (notamment en terme de superficie à mettre en valeur) et aux schémas d'aménagement mais des échanges suffisants n'ont pas été organisés avec les bénéficiaires pour expliquer les raisons de ces modifications, (iv) nécessité de faire valider les propositions techniques d'aménagement par les bénéficiaires et de privilégier la réhabilitation des anciens périmètres par rapport aux extensions, (v) n'envisager les extensions d'aménagement qu'après clarification foncière doublée de la confirmation technique de garantir la disponibilité de l'eau sur les nouveaux sites, (vi) prévoir des structures ou des instances de validation des propositions techniques et financières des structures chargées de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

43. Depuis le 14 novembre 2017, un avenant portant sur l'extension de la zone d'intervention, modification du volume des prestations, modification du délai d'intervention, modification de l'imputation budgétaire et des modalités et domiciliation des paiements a été signé par le PROPACOM et le BNETD. Le montant de l'avenant est de 1 156 000 000FCFA HT sur le PROPACOM –Ouest et le délai d'exécution qui était de 15 mois est porté à 28 mois et ne devra pas aller au-delà du 30 avril 2019.

44. Le Comité Technique de Suivi (CTS) mis en place pour le suivi de la mise en œuvre de la convention tient régulièrement les réunions mensuelles qui permettent de faire le point sur les activités réalisées, les difficultés, les solutions apportées et les orientations sur les missions à conduire.

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Procéder à l'évaluation des prestations du BNETD	UCP	Février 2018
Organiser des échanges avec les bénéficiaires sur les sites et motiver les éventuels changements intervenus dans la conception.	BNETD/IR	12/2017
Organiser des séances de sensibilisation des CGA et usagers au niveau de tous les sites afin d'engager dans les meilleurs délais l'entretien des anciens ouvrages	IR/ DR	Immédiat et continu
S'attacher les services d'ingénieurs conseils compétents, en faisant	UCP	Immédiat

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
appel au besoin aux services spécialisés du MINADER comme la DMEME pour le traitement des décomptes du BNEDT		
Accélérer l'avancement des travaux de manières à les réceptionner au plus à la fin du mois de février 2018.	BNEDT	Immédiat

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

45. **PTBA 2017.** Les activités suivantes étaient programmées : i) acquisition d'équipements de transformation et de commercialisation (cageots et palettes) ; ii) réhabilitation d'unités de transformation (1 unité de séchage, 1 magasin de stockage) ; iii) réception et mise à disposition des OPA des infrastructures marchandes construites en 2016 ; iv) construction d'infrastructures marchandes (4 magasins de stockage du paddy et d'intrants, 1 un centre de groupage et de conditionnement de produits divers, 1 abri-hangar de conditionnement de produits maraîchers), iv) accompagnement et appui commercial de 3 ESOP et étude des conditions de création d'une nouvelle ESOP.

46. **Equipements et bâtiments de transformation/commercialisation.** 1 306 palettes et 495 cageots ont été livrés aux OPA. La réhabilitation de l'unité de séchage de fruits et légumes au profit de l'OPA SCOOPSFF de Fronan est achevée mais la réception provisoire reste à faire. Le magasin de stockage de l'OPA OREXA a été réhabilité.

47. Au 30 novembre 2017, la quasi-totalité des équipements prévus dans le projet a été livrée (moulins, égreneuses de maïs, décortiqueuses, sacs vides de collecte, bascules, humidimètres, sondes de prélèvement, cageots, palettes).

48. **Infrastructures marchandes.** Si un accord a été trouvé concernant 3 des 4 magasins de stockage à Korhogo ayant fait l'objet d'un litige entre l'UCP et le constructeur, le cas n'est toujours pas réglé en ce qui concerne le magasin de Dékohaha. Ce litige doit être pris très au sérieux et dans les meilleurs délais étant donné le risque très important qu'un vice de construction fait planer sur la sécurité des utilisateurs.

49. Contrairement à ce qui avait été annoncé au de la mission supervision de mai 2017, le centre de centre de groupage de produits maraîchers de Bondoukou n'est toujours pas réceptionné car il reste la clôture à construire dont seules les fondations ont été posées à ce jour.

50. Au 30 novembre 2017, les infrastructures suivantes ont été construites et réceptionnées : i) 5 magasins de stockage de paddy (1 à Bouaké, 1 à Bondoukou, 3 à Korhogo) soit 84% des objectifs du projet ; ii) 1 centre de groupage et de conditionnement à Bondoukou (sauf clôture) soit 17% des objectifs ; iii) les bâtiments de 4 mini-rizeries soit 100% des objectifs.

51. Il convient toutefois de déplorer que seule la mini-rizerie de Bondoukou est opérationnelle tandis que les trois autres ne fonctionnent toujours pas. La raison principale, déjà explicitée dans le précédent rapport de supervision, tient au fait que ces équipements ces lignes complètes, fournies par l'ONDR, proviennent d'un stock entreposé depuis 2009 dans de très mauvaises conditions et plusieurs parties de ces équipements sont absentes ou vétustes. Le taux d'opérationnalisation des mini-rizeries soutenues par le projet n'est donc que de 25%.

52. **ESOP.** Pour rappel 3 ESOP, à Katiola, Ferké et Korhogo sont encadrées depuis 2014 par le CIDR dans le cadre du projet. Durant cette période, toutes les ESOP auront connu de graves problèmes de gestion et de gouvernance. Si pour les ESOP de Katiola et de Korhogo, ces problèmes semblent avoir été surmontés par le remplacement des directeurs, le devenir de l'ESOP de Ferké est encore incertain étant donné que la défaillance est récente.

53. Une rencontre rapide avec l'ESOP de Katiola laisse à penser que ces ESOP, si elles ont le mérite d'être toujours actives malgré une très nette rupture de croissance suite aux problèmes susmentionnés, sont encore très fragiles et très dépendantes de l'encadrement par le CIDR. Sans ce soutien, leur vision stratégique n'est pas évidente et leur pérennité peut être questionnée. L'évaluation en cours du modèle ESOP dont les résultats seront disponibles courant janvier 2018, permettra de mieux cerner la valeur ajoutée des ESOP, dont le modèle reste apprécié, mais aussi les défis auxquels les ESOP du projet devront faire face.

54. En matière de commercialisation, les contacts initiés avec FairMatch pour l'approvisionnement de l'usine Heineken n'ont pas abouti. Cette dernière a finalement décidé de collaborer avec les mini-

rizeries du projet soutenu par la GIZ. On est amené à se demander si les multiples retards dont a souffert le projet, n'ont pas été de nature à dissuader ce partenaire potentiel.

55. Le projet a rebondi en contractualisant le bureau IFDC. Celui-ci réalise actuellement le diagnostic de l'environnement de la filière riz des 3 ESOP en vue de formuler des propositions d'un modèle de mise en marché qui pourrait être financé ou cofinancé par le projet PADFA en vue de la pérennisation des acquis du PROPACOM.

56. **En conclusion.** Au terme du projet les résultats de cette composante, pourtant cruciale, ne peuvent qu'être considérés comme insatisfaisants. Les produits matériels, équipements et infrastructures, n'ont été que partiellement réalisés. Le modèle ESOP, malgré ses promesses, n'a pas encore abouti à une professionnalisation et une autonomisation complète des acteurs de la transformation. Les résultats commerciaux sont très en deçà des attentes.

Recommandations sur la valorisation et la mise en marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Evaluer et capitaliser les leçons du modèle ESOP	UCP/ CIDR, AT, CTC	Janvier 2018

Organisations Professionnelles Agricoles

Maturité des OPA

57. La centralité des OPA dans le PROPACOM vise à autonomiser les producteurs ruraux comme maîtres d'ouvrage des actions grâce à des appuis diversifiés dans l'identification et l'exécution de micro-projets, le renforcement de leurs capacités techniques et managériales et de structuration de leurs organisations. Ces appuis leur permettent de fournir des services économiques à leurs membres tels que la fourniture d'intrants, d'intrants et d'équipement, la commercialisation, l'entretien et maintenance des infrastructures et équipements etc. Force est de constater que la démarche entrepreneuriale et commerciale, même si elle a été enseignée lors de formation théorique, elle n'a pas guidé les choix et les stratégies des OP dans la mise en œuvre des microprojets. Les stratégies pour la commercialisation ne sont pas opérationnalisées dans les OPA visitées et des stocks de production de riz n'ont pas trouvés d'acheteurs faute de consensus sur les prix entre les membres de l'OPA. Les données fournies à la mission concernant les progrès accomplis par les OP restent incomplètes du fait de la fermeture des antennes et du vol récent des ordinateurs des antennes. Mais sur la base de la situation des 44 OP Korhogo, 24 OP sont encore au niveau 1 ; 9 OPA sont au niveau 2 et 11 OP sont au niveau 3.

58. Le diagnostic des organisations rurales n'a pu s'effectuer qu'en mi 2016 et a duré six mois. Ce diagnostic et l'élaboration de la base de données des OPA n'a pas pu se faire dans toutes les antennes. Ce qui a entraîné un défaut de stratégie opérationnelle d'autonomisation. Toutefois, le modèle de base de données de Bonkuntou existant pourra être utilisé par les structures du MINADER qui ont déjà élaboré un canevas de collecte de données du projet qui sera une bonne base pour la poursuite des appuis aux OP en vue de leur autonomisation.

59. Les aménagements hydro-agricoles la livraison des équipements de labour, la formation des OPA à l'entretien et la maintenance des infrastructures, la gestion de l'eau, la mise à disposition des intrants pour la mise en valeur des périmètres ont été effectuées en fin de projet. Les producteurs ont reçu des formations, sous une forme totalement théorique et sur des thèmes généraux de gestion et de vie associative et aussi sur des thèmes techniques, ce qui pose le problème de leur applicabilité lorsque les ouvrages leur seront livrés.

60. Les OP demandent une mise à niveau pour l'appropriation des apprentissages que les structures pérennes (Services décentralisées du Ministère et ANADER) désignées pour prendre le relais du projet après sa clôture seront chargées de fournir selon la stratégie de sortie établie par le PROPACOM et partagée avec ses partenaires.

61. L'UCP a initié un processus d'évaluation des appuis fournis aux OPA dans le cadre de sa stratégie de désengagement. La première étape a consisté à l'auto évaluation des prestataires chargés de ces appuis. Mais les résultats de ces auto évaluations ne renseignent pas de manière substantielle sur ce qui a été accompli ni sur l'état de progrès des OP. Les rapports des prestataires (ANADER, SIADES, BFCD, INADES et FORSCOP) se résument à un listing des tâches réalisées et, à part l'ANADER, il y a très peu d'analyse pour servir de base prospective pour la réflexion et les appuis futurs. L'UCP a envoyé des commentaires pour des compléments d'informations sur la base du canevas d'auto évaluation proposé. Un exercice de partage d'expérience avec ces prestataires

devrait être fait pour tirer les leçons et apprendre de l'expérience de ces prestataires dont le rôle a été stoppé du fait de la fermeture anticipée des antennes.

62. Au 30/11/2016, le nombre d'exploitants formés était de 6 384 dont 3 677 femmes sur 12 950 prévus (721 dont 178 femmes à Bouaké sur 1 127 ; 2 056 dont 1 346 femmes à Korhogo sur 5 971 et 3 607 dont 2 153 femmes à Bondoukou sur 5 852). Cette faible participation s'explique d'une part par les retards enregistrés dans la livraison des infrastructures et aménagements de production et par la rupture anticipée des contrats des prestataires qui avaient planifié des appuis.

63. La mission a noté que le passage à un niveau supérieur ne peut se mesurer uniquement par des livraisons de formation mais par leur application dans les pratiques organisationnelles, techniques et l'amélioration des services utiles rendus aux membres. Il n'y a pas d'évolution notable dans ce domaine depuis la dernière supervision.

64. **Dynamisation des organes des OPA.** Les formations dans les dynamiques associatives ont permis d'améliorer la mise en place des organes des OPA mais ils n'ont pas toujours joué leur rôle notamment dans la recherche de débouchés ou la gestion des harmonisations foncières. Ce qui risque de bloquer l'exploitation des aménagements à la livraison ou des méventes des productions rizicoles.

65. Du fait de la fermeture anticipée des antennes et des troubles sociaux dans la zone du projet, l'évaluation du niveau de maturité des OPA, la base de données n'est pas réalisée pour toutes les antennes par conséquent, l'évaluation du niveau d'autonomisation sera difficile à effectuer. Seulement, les données disponibles seront transmises aux partenaires MINADER pour continuer et améliorer le travail d'appuis requis après la livraison des infrastructures et des équipements.

66. Les comités de gestion des équipements mis en place fonctionnent mais leur implication dans le suivi des travaux d'aménagements est variable d'un site à un autre. Des problèmes relatifs à l'harmonisation foncière, aux études préalables et aux difficultés de communication entre les entreprises et les OPA bénéficiaires risquent d'être des sources de mésentente dans la gestion future des aménagements.

67. **Reconstitution des fonds intrants.** Elle reste difficile même si certaines OPA ont pu mettre en place des comités de recouvrement. La plupart des OPA ont été bénéficiaires des projets antérieurs depuis le PRAREP et avaient déjà une pratique en matière d'organisation pour tirer les bénéfices des apports des projets.

68. Le taux de reconstitution global 2015-2016 des fonds intrants pour le riz est de 23 531 995 FCFA sur un montant attendu de 63 629 000 FCFA avec des taux variables par antenne : 39 % à Bondoukou, 47% à Bouaké et 14,32 % à Korhogo. Ce taux reste faible puisque aucune antenne n'a atteint les 50% ce qui interroge l'appropriation par les OP du mécanisme de reconstitution des fonds intrants, et la qualité de la sensibilisation des OP dans certaines zones.

69. Le taux de reconstitution global 2015-2016 des fonds intrants pour le maïs est de 52 011 575 FCFA sur un montant attendu de 177 589 455 FCFA avec des taux variables par antenne : 7,19 % à Bondoukou, 18 % à Bouaké et 100 % à Korhogo.

70. Du fait que le PROPACOM Ouest va reconduire le mécanisme de reconstitution du fonds intrants, les leçons devront être tirées avec les OPA dans le cadre de l'opérationnalisation de la stratégie de sortie. Même si les antennes ont été fermées, les bénéficiaires sont des porteurs de cette expérience donc acteurs privilégiés dans la capitalisation de ce mécanisme.

Recommandations sur la maturité des OPA

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Transférer aux DR la base de données élaborée par l'antenne de Bondoukou sur ACCESS pour servir de modèle dans les autres localités ;	UCP	Immédiat
Organiser un atelier d'échanges de savoirs et de pratiques entre l'UCP, les prestataires et les structures en charge des appuis après projets pour capitaliser sur les résultats des prestataires d'appui	UCP	Janvier 2018
Procéder, au titre des études à faire dans le cadre de l'achèvement, à une évaluation du mécanisme de reconstitution du fonds intrants, avec un point exhaustif sur les quantités mises en place, les montants concernés et les récupérations/reconstitution effectuées,	UCP/ DR	Février 2018
Organiser la capitalisation sur les succès et échecs du mécanisme de reconstitution du fonds intrants avec les bénéficiaires porteurs de l'expérience.	UCP/ DR	Février 2018

Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

Unité de Coordination du Projet (UCP) et les différentes antennes

71. L'UCP, en tant qu'organe de coordination et de suivi quotidien de la mise en œuvre du projet, a un rôle crucial dans l'atteinte des objectifs de développement du projet. Elle ne réussira cependant cette mission que si des efforts sont faits dans les domaines indiqués ci-après et qui ont fait, durant la précédente mission de supervision, l'objet d'une discussion spécifique entre la mission et le personnel à la tête de l'UCP :

- La tenue de réunions régulières de l'équipe (au siège comme dans les antennes et entre les deux), telle que préconisée par les précédentes missions de supervision est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet et améliorer les échanges de connaissances et d'expérience entre différentes antennes du projet. Cette disposition est mise en œuvre depuis l'année 2017. En effet, la préparation et l'adoption du PTBA de clôture 2017-2018 ainsi que le bilan du PTBA 2016 se sont faits avec l'UCP, les antennes et toutes les parties prenantes. En outre, la 1^{ère} réunion trimestrielle tournante, tenue à Séguéla du 24 au 29 avril, a permis de faire le bilan du 1^{er} trimestre 2017. Ces réunions devront se poursuivre de manière plus régulière dans le PROPACOM Ouest afin de renforcer l'esprit d'équipe, la solidarité interne et l'efficacité des équipes par un suivi très étroit de la part de la coordination du projet et des chefs d'antennes, par un décloisonnement des équipes et par le renforcement de la concertation et de la communication au sein du projet. Cela permettra également de créer des synergies et de prendre collectivement des décisions destinées à accélérer la mise en œuvre du projet.
- Il faut également que l'équipe du projet : (i) utilise avec beaucoup plus d'efficacité encore le cadre logique révisé comme outil de gestion et (ii) et soit par conséquent guidée par l'atteinte des objectifs de développement et ne pas viser uniquement la réalisation des activités ;
- Le coaching et la supervision rapprochée de l'UCP par l'organe de tutelle (DGPSP) et la représentation locale du FIDA devront être intensifiées et faire l'objet de rapports réguliers et de mission de terrain plus fréquentes ;
- Une meilleure facilitation des réunions du comité ad hoc par la soumission régulière de rapports mensuels de l'UCP incluant les états analytiques et états d'exécution budgétaire mensuels issus du logiciel TOM2PRO.
- La mission a noté également la matérialisation d'une recommandation de la précédente mission concernant le recrutement d'un consultant en juillet 2017 pour aider la coordination du projet à améliorer la planification et le suivi des activités du projet. Le consultant a fait un diagnostic de l'UCP et des Antennes encore en activités et plus spécifiquement sur les aspects suivants: (i) le management général du projet ; (ii) la connaissance des documents de base du projet ; (iii) la planification opérationnelle des activités ; (iv) les circuits de paiement des factures et des autres dépenses; (v) la problématique de la passation des marchés ; (vi) les dispositions stratégiques pour le financement des Microprojets (PROPACOM Ouest). Les échanges sur ces différents sujets se sont poursuivis tout au long de la mission. L'appui du consultant a permis aussi d'explorer des pistes de réflexion sur la préparation de la revue à mi-parcours (PROPACOM Ouest) et de l'Achèvement du PROPACOM. Le consultant n'a malheureusement pas pu achever complètement sa mission pour raisons médicales.

Orientation et Pilotage du projet

72. **Comité ad hoc d'appui technique à l'UCP/ Comité Technique de Suivi** : Ce Comité est chargé de prendre les mesures appropriées pour une bonne exécution du projet. Le comité ad hoc s'est réuni régulièrement et a contribué à dénouer plusieurs difficultés au niveau du projet (ex des aménagements confiés au BNETD).

73. Il est recommandé à la DGPSP du MINADER que, tout en évitant d'aller jusqu'à s'immiscer dans la gestion quotidienne de l'UCP, elle assure un suivi plus rapproché des activités du projet et continue de lui apporter tout le soutien possible (tel que fait l'année dernière pour la saisie des données comptables).

74. **Cadres Régionaux de Concertation (CRC)** : Dans toutes les antennes régionales du projet, les CRC ne sont pas encore réunis au cours de l'année 2017, car programmée en juin 2017, cette

activité a été annulée du fait de la clôture anticipée des Antennes. Ces rencontres devaient présenter à l'ensemble des parties, la stratégie de sortie du PROPACOM et procéder à la remise officielle des infrastructures aux bénéficiaires au niveau de chaque antenne.

75. Comité d'Orientation et de Pilotage (COP): Le COP est l'organe consultatif et de bonne gouvernance. Il est chargé de la supervision, de l'orientation et de la bonne exécution desdits projets en veillant au respect des objectifs et de la stratégie de l'intervention des projets et en s'assurant de la cohérence des interventions avec les politiques nationales et les autres projets en cours. Dans ce cadre le COP s'est régulièrement réuni en 2016 ; ce qui a permis de valider les différents PTBA et de suivre le projet dans son exécution. Le COP commun au PROPACOM et au PROPACOM-Ouest a tenu sa 1^{ère} session pour valider les PTBA 2017 révisé et valider la stratégie de sortie du PROPACOM avec l'ensemble des parties prenantes. Cette réunion s'est tenue le 13/07/2017.

Recommandations sur la Coordination et Gestion

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Proposer au FIDA la composition de l'équipe restreinte à maintenir dans le PROPACOM jusqu'à la revue d'achèvement et la clôture définitive du projet	COORDO/ RAF	Immédiat

Appui du MINADER au projet

76. Le MINADER assure la tutelle technique du PROPACOM. A ce titre, il apporte au projet différents appuis concernant surtout le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la Direction de l'Evaluation des Projet (DEP). En 2017, la DEP n'a pas effectué de missions de suivi car les activités résiduelles les plus importantes du PROPACOM ont été transférées au BNETD à travers une convention. Dans le cadre de ladite convention, la DEP a participé aux trois Comités Techniques de Suivi (CTS) qui ont eu lieu à Bouaké (29/08/2017), Abidjan (06/10/2017) et Bouna (04-05/11/2017). Le Comité ad hoc d'appui au PROPACOM et le Comité d'orientation et de Pilotage du projet ont également été tenus sous la présidence du MINADER en juillet 2017.

77. Le MINADER a procédé du 03 au 07 avril 2017, à l'évaluation du personnel cadre du PROPACOM et du PROPACOM Ouest. Les résultats ont été soumis à l'ANO du FIDA qui n'a pas marqué d'objection. Les dispositions administratives et financières relatives au non-renouvellement de quatre (04) cadres dont deux (02) à l'UCP (RSE et RIR) et deux (02) à l'antenne de Korhogo (CSE et CAFM) ont été mises en œuvre par la coordination. Le MINADER a lancé le processus de recrutement du RSE qui est revenu infructueux pour une première vague. La seconde vague a été lancée à travers un cabinet privé (Talent Plus International) dont la deuxième et dernière parution de l'annonce était en cours lors de la mission. En attendant le recrutement définitif du RSE, le MINADER prévoit le détachement d'un agent à l'UCP pour la centralisation des données statistiques. **La mission est d'avis** cependant que ce détachement vient un peu tard et recommande en plus le recrutement d'un consultant spécialisé pour accompagner l'UCP.

78. Par ailleurs, le MINADER a décidé de la fermeture anticipée des antennes du PROPACOM fixée au 30/06/17 car les ressources du PROPACOM sont insuffisantes pour la mise en œuvre de la convention BNETD. L'économie réalisée par cette fermeture anticipée permettra de dégager des ressources additionnelles pour la réalisation des travaux prioritaires additionnels dans le cadre de la convention BNETD. Pour pallier l'absence de ce personnel, des dispositions devront être prises pour s'assurer que les activités seront menées par les DR/DD et DMEME du MINADER. La prise en charge des activités des antennes fermées est actuellement assurée par les DR/DD MINADER. Toutefois, compte tenu de l'achèvement du projet en fin mars 2018 (environ 4 mois), il convient de souligner la nécessité pour les cahiers de charge d'être précis et assortis de plans d'action mensuels qui devront faire l'objet de rapport d'activités.

79. Face à la situation de sous-effectif de l'UCP, qui affecte considérablement le processus d'achèvement du projet, il est regrettable de constater que l'UCP n'a reçu aucune assistance du MINADER/DEP en matière de suivi-évaluation en particulier pour de la mise à jour de la base de données de suivi-évaluation, l'état d'avancement du PTBA, du cadre logique et du cadre de mesure de rendement. **La mission réitère** auprès du MINADER sa recommandation d'accélérer le recrutement du personnel vacant au risque de contrarier l'atteinte des objectifs du projet.

Suivi-Evaluation

80. Etat d'avancement depuis la dernière mission de supervision. Au moment de la mission, le recrutement du RSE est toujours en cours, la parution de l'avis de recrutement vient d'être réalisée

pour la deuxième fois, après un appel à candidature resté infructueux. Ce retard a impacté négativement le niveau de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (mai 2017) puisque la plupart d'entre elles n'ont pas été réalisées (4/5), à l'exception du recrutement de deux prestataires pour la réalisation de l'étude socioéconomique (Cabinet Mont Horeb) et de la dernière enquête d'impact SYGRI (Saphir Développement). Les rapports finaux de ces enquêtes seront disponibles respectivement fin janvier 2018 et fin décembre 2017. En ce qui concerne l'enquête SYGRI, le rapport provisoire a été reçu le 30/11/2017.

81. Des activités avaient aussi été programmées au niveau des antennes avant leur fermeture anticipée au 30 juin 2017, mais le temps n'a pas permis leur réalisation. Il s'agissait de :

- capitaliser et tirer les leçons au niveau de l'équipe de projet sur la mise en œuvre du PROPACOM en matière de suivi-évaluation, sur les mécanismes de reconstitution des fonds intrants, les expériences réussies en matière de contractualisation, l'évaluation des conseillers endogènes et des artisans réparateurs et la durabilité probable de leur offre de service, la gestion des prestataires, l'efficacité du programme d'alphabétisation, etc.
- consolider le cadre de mesure des rendements pour l'ensemble du projet dans l'application de SE ;
- consolider et agréger les bases de données sur les MP, qui restent à ce jour au niveau « antenne ».

82. La faiblesse notoire relevée par la mission concerne la consolidation des données statistiques du projet, rendant difficile la vue globale de l'avancement vers les résultats et une analyse des données. La situation est préoccupante à quelques mois de la revue d'achèvement. La mission recommande donc en attendant la prise de service des agents promis par le MINADER et le recrutement du nouveau RSE, d'avoir recours à un consultant expert en SSE pour accompagner l'UCP.

83. **Suivi-évaluation des activités par les DR du MINADER.** Certaines activités ont néanmoins été programmées dans le cadre de la stratégie de sortie et sont en cours d'exécution. Les DR du MINADER ont signé des cahiers des charges (d'octobre à mars) pour le suivi et l'évaluation : de la maturité des OPA, du mécanisme de reconstitution des fonds intrants et de gestion des équipements, des travaux d'aménagement et des différentes infrastructures marchandes ainsi que le suivi de leur mise en valeur. Une réunion de suivi des activités a eu lieu à l'UCP le 02/12/2017 avec l'ensemble des DR pour faire le point sur les activités engagées. Afin d'harmoniser les rapports et faciliter leur consolidation, un canevas a été proposé contenant une liste d'indicateurs à renseigner. Ces données pourront être triangulées avec celles extraites du système de suivi-évaluation et celles provenant de l'enquête socioéconomique.

84. **Evaluation des ESOP.** Une évaluation des ESOP sera effectuée par le CIDR et sera remise à l'UCP en janvier prochain. L'ONDR procédera également à une évaluation de leur fonctionnement. Un diagnostic est en cours au niveau de l'IFDC et les conclusions de l'étude devraient être restituées d'ici la mi-décembre 2017.

85. **Evaluation des prestataires de services.** Des TDR ont été développés pour recruter un consultant qui sera chargé d'évaluer les prestataires recrutés pour l'appui conseil/structuration afin d'évaluer la stratégie « faire-faire » et de pouvoir en recommander certains au niveau du PROPACOM Ouest ou du PADFA. Une auto-évaluation est également en cours, des rapports provisoires ont été reçus par l'UCP. La mission recommande que le BNETD fasse également l'objet d'une évaluation durant la deuxième quinzaine du mois de février.

86. **Evaluation du projet par les bénéficiaires finaux.** L'UCP et les DR du MINADER veilleront à l'organisation d'ateliers régionaux des parties prenantes qui seront programmés durant la mission d'achèvement. Ces ateliers devront rassembler l'ensemble des parties prenantes du projet au niveau régional, et notamment des représentants la diversité des bénéficiaires touchés par le PROPACOM (dirigeants d'OPA, de CGA, de groupes de commercialisation, des membres des différents types de groupements, des producteurs, des artisans réparateurs, etc.) afin qu'ils puissent évaluer l'efficacité et la pertinence du projet. Ces informations seront triangulées avec les résultats des enquêtes SYGRI et socio-économique.

87. **Préparation de la revue d'achèvement.** Dans le cadre de la clôture du PROPACOM, une revue d'achèvement est prévue du 02 au 21 avril 2018. Sur cette base, un chronogramme a été défini

pendant la mission avec l'ensemble de l'équipe et les représentants du MINADER (DEP) puis présenté aux DR du MINADER. Le chronogramme se présente comme suit :

Principales Étapes de la revue d'achèvement du PROPACOM

Activités	Responsables	Délai
Activités préalables à la mission de revue d'achèvement		
Introduire une demande de non objection sur le PTBA de la période de clôture	UCP	COP 19/12/17 et soumission au FIDA 03/01/18 et ANO FIDA 10/01/18
Préparer les données sur les réalisations du projet et l'impact du projet : Cadre de mesure du rendement ; cadre logique actualisé ; données quantitatives et qualitatives, listes des bénéficiaires directs et indirects, produits délivrés, ciblage, tableau de progrès physiques.	UCP/MINADER (DSDI / DR MINADER)	Janvier-mars 2018
Faire le point sur passation des marchés, coûts du projet réels ; préparer les données pour l'analyse économique et financière (analyse coûts/bénéfices)	RAF RPM	Janvier-mars 2018
Elaborer un document sur leçons apprises/innovations/échecs et succès	COORDO/MINADER	Janvier-février 2018
Finaliser l'étude socio-économique de pré-évaluation (indicateurs du cadre logique)	MONT HOREB	31/01/2018
Finaliser l'enquête SYGRI	SAPHIR	31/12/2017
Evaluer les prestataires en Appui/structuration	Consultant	16/02/2018
Evaluer les résultats de la convention BNETD	Consultant	15/02 – 01/03/18
Préparer les Termes de Référence de la mission d'achèvement et en demande la non objection	DEP/UCP	22/01/2018
Recruter les consultants chargés de la mission de revue d'achèvement	UCP	16/02/18
Organiser la réunion de cadrage de la mission de revue et mise à disposition de la mission d'achèvement et validation du calendrier, de la méthodologie et des produits attendus	DEP/UCP	02/04/2018
Mission de revue d'achèvement (trois semaines)		
Organiser des Ateliers régionaux dans les Ex-Antennes	UCP / DR MINADER	15 - 31/03/2018
Procéder aux visites de terrain et faciliter les ateliers régionaux des parties prenantes	Consultants	03 au 21/04/2018
Organiser la réunion de restitution des principales conclusions de la mission de revue d'achèvement	Consultants	23/04/2018
Rédiger le rapport	Consultants	05/05/2018
Organiser l'atelier de restitution et de validation du RAP	Consultants	22-23/05/2018
Prendre en compte les commentaires du FIDA et de l'atelier de restitution et procéder aux amendements requis dans le rapport	Consultants	24/05 au 01/06/2018
Soumettre le rapport d'achèvement final au Gouvernement et au FIDA	Chef de mission	01/06/2018

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Respecter scrupuleusement le chronogramme des principales étapes de la revue d'achèvement du PROPACOM	Coordo	Immédiat et continu
Proposer au FIDA la composition de l'équipe restreinte à maintenir dans le PROPACOM jusqu'à la revue d'achèvement et la clôture définitive du projet	COORDO/ RAF	Immédiat
Mettre à disposition de l'UCP un statisticien de la DGPSP du MINADER pour appuyer l'UCP dans la préparation des données en vue de l'achèvement ou bien recruter à cet effet un consultant-expert dans ce domaine	DGPSP	01/01/2018
Faire le suivi et exploiter les rapports de mission que les DR doivent soumettre à l'UCP et suivre le niveau de renseignement des indicateurs contenus dans le canevas soumis à cet effet par la présente mission	UCP/DEP et DR MINADER	01/12/2017 au 31/03/2018

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Ciblage des OPA bénéficiaires

88. Les critères de ciblage pour sélectionner les OPA restent pertinentes : (i) être situé dans la zone d'intervention du projet; (ii) développer des actions correspondant aux domaines d'intervention du projet; (iii) avoir une expérience de deux ans au minimum; et (iv) compter au moins 30 % de femmes parmi ses membres.

89. Les campagnes d'information/sensibilisation organisées par le projet et l'étude-diagnostic de la stratégie de ciblage réalisée par le PROPACOM, ont suscité l'intérêt des OPA. Un grand nombre de demande de micro projet a été enregistré et 124 OPA qui ont été sélectionnées. Les antennes ont pu tenir les deux sessions annuelles de CRC prévues. Les retards enregistrés dans la réalisation des aménagements ont plombé l'essor des activités de production, de transformation et de commercialisation ce qui a causé un certain découragement parmi les membres des OPA. La dernière mission avait recommandé au projet de se concentrer sur les 124 OPA du portefeuille pour leur assurer régulièrement des appuis sur mesures afin des garantir de meilleurs résultats.

90. Dans la situation actuelle de fin de projet, des leçons devront être tirées sur le ciblage et l'adéquation des supports d'information et de sensibilisation d'autant plus que ce projet a été bâti et conduit avec pratiquement les mêmes cibles des projets antérieurs.

Cohérence entre PTBA et exécution :

91. Un PTBA de clôture de 15 mois qui court de janvier 2017 à mars 2018 (date d'achèvement du projet) a été validé en décembre 2016. Il était principalement bâti autour de la convention avec le BNETD pour la mise en œuvre du volet réhabilitation/aménagement hydroagricoles. Ce PTBA a été révisé en juillet afin de diminuer nombre d'activités en fonction des reliquats disponibles. Il a été validé par le Comité de Pilotage en sa session du 13 juillet 2017 et soumis au FIDA en septembre 2017.

92. Au 30/11/2017, le taux d'exécution physique du PTBA 2017-2018 est de 54,8% et le taux d'exécution financière de 59,8%. Rapporté aux activités devant être exécutées sur 2017 seulement, le taux d'exécution physique est de **60,14%** et pour un taux de décaissement de **71%**. Le taux d'exécution physique de ce PTBA 2017-2018 dépend en grande partie de l'avancement de l'exécution de la convention avec le BNETD qui pour le moment afficherait un taux global d'exécution de **65,23%** qu'avec l'aide de la DMEME et de l'ONDR le projet devra confirmer. Cependant le taux réel de réception des ouvrages n'est que de **17,6%** pour les sites maraîchers, et 6% pour les aménagements rizicoles.

93. De manière générale, le PTBA reste encore beaucoup trop déconnecté de l'atteinte des objectifs du projet malgré les recommandations des missions antérieures. Les rapports sur l'état d'avancement du PTBA ne font pas ressortir le lien entre les activités planifiées et l'atteinte des résultats globaux.

E. Gestion fiduciaire

Gestion du personnel

94. La liste du personnel à imputer sur PROPACOM jusqu'à la date d'achèvement, ainsi que le personnel clé jusqu'à la clôture, devra être envoyée au FIDA pour approbation, avec les projections budgétaires correspondantes.

95. Inventaire des biens. L'inventaire des biens du PROPACOM doit être arrêtée au 31 décembre et rapprochée avec les données comptables. Une proposition d'affectation doit être envoyée au FIDA.

Coordination-Gestion

96. **Sécurité des locaux de l'UGP.** Les locaux de Bouaké ont fait l'objet d'un cambriolage dans la nuit du 5 au 6 novembre dernier : dix-sept ordinateurs portables, un ordinateur, trois disques durs dont celui de l'Agent Comptable, 5 appareils photo numériques, 3 tablettes, le DVR et l'écran de visualisation des caméras de surveillance ont été emportés.

97. Il faut noter que le contrat de gardiennage présente des défaillances notoires et n'a pas été évalué avant renouvellement. Les clauses de partage des responsabilités sont défavorables au projet : beaucoup de conditionnalités de la sécurité reposent sur le projet et la société de gardiennage n'a pratiquement que la responsabilité de fournir des agents en uniformes et d'organiser les rotations.

De plus, le projet a payé pour des détecteurs de métaux et un système d'alarme qui n'ont pas fonctionné durant l'attaque à main armée. **La mission recommande** de réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société et d'élucider les tenants et aboutissants de ce cambriolage en faisant un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière. L'UCP devra envoyer au FIDA le rapport relatif à ce cambriolage.

98. Stockage des consommables. Les stocks de fournitures de bureau et de produits d'entretien ne sont pas sécurisés; **le projet doit prendre les mesures nécessaires en vue de les garder dans des armoires sous clé.**

Gestion budgétaire

99. **Taux d'exécution du PTBA.** Le PTBA de 15 mois (janvier 2017 à mars 2018) initialement approuvé de 5,1 milliard F CFA a été révisé en Juillet avec une baisse de 4%, soit un montant final approuvé de 4,99 milliard F CFA, tous bailleurs confondus. Le taux de décaissement du PTBA de 15 mois global révisé est de **59,8%** au 30/11/2017. Par source de financement, il est de **63%** sur les fonds FIDA; **39,6%** sur la contrepartie gouvernementale et **142%** sur la contribution des bénéficiaires.

100. Pour la partie du PTBA relative à la période de Janvier à Décembre 2017, le taux de décaissement global tous bailleurs confondus est de **71%** au 30/11/2017. Par source de financement, il est de **73%** sur les fonds FIDA; **54%** sur la contrepartie gouvernementale et **142%** sur la contribution des bénéficiaires

101. **L'exécution cumulée par composante** indique les taux de décaissement suivants : **67,5%** sur la composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles ; un taux de **15,9%** sur la composante 2 : Valorisation et mise en marché des produits agricoles et **147,8%** sur la composante 3 : Coordination / Gestion.

Décaissements et gestion financière

102. Le taux de décaissement cumulé au 30/11/2017 est de **82,49%** sur le financement FIDA de 22,5 millions USD. Le taux de mobilisation de la contrepartie prévue pour 5,4 millions USD est de **49,91%** et celui de la contribution des bénéficiaires prévue pour 1,1 millions USD est de **6%**. Ainsi, sur le total du financement prévu, le taux de décaissement est de **73,03%**.

103. **Exécution financière de la convention et avenant BNETD** d'un montant total de 2, 844 milliards F CFA sur PROPACOM. Deux avances d'un montant total de de 1,807 milliards F CFA au total ont été payées sur le compte du BNETD, sous caution de BNETD et des PME. La mission précédente avait constaté que la première avance de 30% (1,198 milliard CFA) avait été payée en avril 2017 sur la base de la convention signée de 4 milliards FCFA. Par la suite, avec la répartition du budget entre PROPACOM et PROPACOM Ouest, BNETD se retrouvait avec un trop perçu de 480 millions en termes d'avance de fonds sur le budget PROPACOM. La mission avait ainsi recommandé que tout réapprovisionnement au BNETD soit conditionné par la réception de décomptes. Malgré cette recommandation, le projet a payé une avance supplémentaire de FCFA 684 millions au BNETD, sur la base de justificatifs d'avances payées aux entreprises sous caution. De ce fait, le BNETD dispose de 66,2% du budget prévu pour PROPACOM.

104. Avec le constat de défaillance de certaines entreprises, le BNETD compte recourir à la procédure de régie, tel que prévu à l'article 15 de la convention BNETD/PROPACOM et conformément aux procédures du Code des Marchés Publics. **La mission recommande** au projet de s'assurer que les dispositions du Code des Marchés Publics sont respectées et que la nature des justificatifs de travaux que le BNETD va adresser au Projet est bien déterminée à l'avance par écrit.

105. Le BNETD devra soumettre au PROPACOM un calendrier prévisionnel de soumission des décomptes pour justification de l'avance déjà perçue pour un montant de 1,882 milliard F CFA. Il devra également établir un plan de trésorerie et un calendrier des décomptes prévisionnels à payer sur un montant supplémentaire de 500 millions F CFA, payable après apurement d'un montant de 1,5 milliard F CFA sur l'avance actuelle.

106. Le projet devra compléter ce calendrier en précisant les montants à payer par le compte d'opérations ou par DPD. Le PROPACOM pourra ainsi soumettre au FIDA un plan révisé de recouvrement de l'avance initiale pour tenir compte des paiements par le compte d'opérations. Ce calendrier et tous les paiements à effectuer au BNETD devront au préalable être approuvés par le FIDA.

107. Le solde final sur la convention BNETD sera de 462 millions FCA, à payer par DPD, uniquement après justification de tous les fonds avancés et après réception de tous les travaux et décomptes correspondants et déduction de la retenue de garantie.

108. **La mission recommande** de surseoir à tout paiement en faveur de BNETD jusqu'à ce que le solde de l'avance soit de 15% du budget PROPACOM, soit 50% des 30% d'avance qui aurait dû être versée, conformément aux termes de la convention.

109. **Gestion des comptes bancaires de l'UCP.** La mission a noté que la demande de double signature conjointe sur les comptes bancaires n'a pas encore abouti. Comme mesure de sauvegarde en attendant la signature conjointe, **la mission recommande** d'adresser un courrier à la Banque Nationale d'Investissements (BNI) indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF.

110. La BNI devra mettre également en œuvre les procédures de contrôle usuels, à savoir la limitation des retraits et paiements selon des plafonds à partir desquels l'approbation du Chef d'Agence, ou celle du siège de la BNI, est requise.

111. Pour le compte désigné, les fonds étant virés à 100% sur le compte d'opérations de Bouaké, la responsabilité relève du Trésor Public. Pour rappel, l'accord de financement indique ce qui suit : « un Agent Comptable sera nommé et assurera sous sa responsabilité la gestion des opérations initiées sur le compte Projet ».

112. **Etat de reconstitution du compte désigné.** Au 30/10/2017, le niveau de trésorerie est de 229,7 millions CFA, soit 31% de l'avance initiale. Un plan de recouvrement a été envoyé au FIDA et sa mise en œuvre a démarré au mois de novembre 2017.

113. **Décaissements par catégorie.** Les taux de décaissement au 30/11/2017 sont de **60,72%** sur la catégorie *Génie Civil et Rural*; **67,41%** sur la catégorie *Equipements, Moyens de transport, Matériels et Intrants*; **97,31%** sur la catégorie *Etudes, formation, information et AT*; **0%** sur la catégorie *Fonds de roulement pour achat de paddy du fait de l'abandon de cette activité*; **91,41%** sur la catégorie *Salaires et Indemnités* et **90,57%** sur la catégorie *Coûts de Fonctionnement*.

114. **Vérification des ECD.** La vérification des états certifiés de dépenses (ECD) est globalement satisfaisante. Les pièces justificatives sont généralement jointes, cependant il y a des cas où les dépenses sont imputées à des catégories non appropriées, d'autres où il n'y a pas eu de respect des clauses contractuelles par rapport au calendrier de paiement, non disponibilité des rapports d'ateliers validés, manque d'évaluation et d'expression des besoins avant d'effectuer les paiements sur les conventions ou avant de lancer la procédure de passation des marchés.

115. **Suivi des recommandations des missions de supervision et d'audit.** Certaines recommandations des missions de supervision ont été mises en œuvre sauf celles relatives à la gestion de l'avance au BNETD et la mobilisation complète de la contribution de bénéficiaires pour apurer le solde dû aux fournisseurs. Par ailleurs, la possibilité d'appliquer la procédure de double signature des comptes du projet est encore en cours de discussion.

116. Les recommandations d'audit ont essentiellement porté sur la passation des marchés et ont été mises en œuvre à l'exception de celle relative à la mutation des cartes grises des véhicules immatriculés au nom du PNUD.

Comptabilisation des avances

117. Il faut noter que le projet a été confronté à une difficulté technique sur le logiciel pour enregistrer les avances en compte de tiers pour les Demandes de Paiement Direct (DPD). C'est ainsi que les avances payées en DPD ont été enregistrées en charges, ce qui ne correspond pas à la comptabilité d'engagement que le projet doit suivre. Pour permettre l'appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations, **la mission recommande** de corriger les écritures comptables pour ces avances afin de les imputer à des comptes de tiers.

Passation des marchés

118. **Passation des marchés.** Au 30/11/2017, le taux d'exécution global du Plan de Passation des Marchés est de **66,67%** en nombre et de **62,86%** en valeur. Sur les 8 marchés de consultance prévus, 3 sont au stade de TDR et 5 ont été attribués. Sur les 4 marchés d'acquisition de biens, deux

(2) ont été attribués et deux (2) sont au stade de préparation de dossiers de consultation. Tous les 3 marchés de travaux prévus ont été attribués.

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
Envoyer au FIDA la liste du personnel à imputer sur PROPACOM jusqu'à la date d'achèvement, ainsi que le personnel clé jusqu'à la clôture avec les projections budgétaires correspondantes.	COORDO/RAF	Immédiat
Rapprocher l'inventaire des biens du PROPACOM avec les données comptables et envoyer au FIDA une proposition d'affectation	COORDO/RAF	Immédiat
Surseoir à tout paiement en faveur de BNETD jusqu'à ce que le solde de l'avance soit de 15% du budget PROPACOM	COORDO/RAF	Immédiat
S'assurer, pour la mise en régie par le BNETD, que les dispositions du Code des Marchés Publics sont respectées et que la nature des justificatifs de travaux que le BNETD va adresser au Projet est bien déterminée à l'avance par écrit.	RPM/ BNETD	Immédiat
Soumettre au PROPACOM un calendrier prévisionnel de soumission des décomptes pour justification de l'avance déjà perçue, d'un plan de trésorerie et d'un calendrier des décomptes prévisionnels à payer sur un montant supplémentaire de 500 millions F CFA.	BNETD	Fin décembre 2017
S'assurer que le solde final sur la convention BNETD de 462 millions FCA sera payé par DPD et uniquement après justification de tous les fonds avancés et après réception de tous les travaux et décomptes correspondants et déduction de la retenue de garantie.	Coordo /RAF	Février 2018
Soumettre au FIDA un plan révisé de recouvrement de l'avance initiale pour tenir compte des paiements par le compte d'opérations et faire approuver tout paiement par le FIDA.	RAF	Fin décembre 2017
Réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société en matière de sécurité et de vol.	RAF/RPM	Immédiat
Faire un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière afin d'élucider les tenants et aboutissants du cambriolage	COORDO/RAF	Immédiat
Envoyer au FIDA un rapport sur le cambriolage du bureau du projet	RAF	Immédiat
Prendre les mesures nécessaires en vue de garder les fournitures consommables dans des armoires sous clé.	RAF	Immédiat
Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF.	COORDO/AC/ RAF	Immédiat
Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les Demandes de Paiement Direct (DPD) afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations	AC/RAF	Immédiat et continu

F. Durabilité

119. A quatre mois de l'achèvement du PROPACOM, les OPA sur lesquelles est bâti la stratégie de durabilité du projet semblent n'avoir pas atteint le niveau de professionnalisme et d'autonomie requis pour poursuivre les appuis du projet et fournir des services efficaces à leurs membres (production, appui-conseil, commercialisation, etc.). En effet, les résultats du diagnostic final de la maturité des OPA montrent que très peu d'entre elles ont atteint un niveau de structuration leur permettant de passer à un degré de maturité de niveau 2.

120. L'analyse de la mise en œuvre du projet laisse apparaître des résultats insuffisants. Les d'investissements et mécanismes de pérennisation du projet n'ont pas atteint le niveau de consolidation nécessaire :

- les équipements de production et de post-récolte, faute d'entretien, d'amortissement approprié et de mécanisme de gestion ont une faible probabilité de viabilité;
- la formation des formateurs endogènes n'a pas atteint un niveau de consolidation adéquat de connaissances techniques pour leur permettre de poursuivre l'encadrement des producteurs aux bonnes pratiques agricoles;
- le mécanisme de reconstitution des fonds intrants mis en place pour garantir l'accès aux intrants n'a pas été efficace car il enregistre de faibles taux de restitution (en moyenne moins de 30% sur le riz, 13% sur le maïs à l'exception de Korhogo avec un taux 100%) ; ce qui a remis en cause la poursuite des activités de production.

121. En plus de ces insuffisances, la plupart des investissements structurants du projet (aménagements rizicoles et maraîchers) sont encore en cours de réalisation contrariant ainsi l'atteinte des objectifs de productions de riz et de produits maraîchers et les impacts escomptés en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des exploitants agricoles. Les infrastructures de stockage et les nouvelles mini-rizeries construites (achevés et livrés), sont pour la plupart non opérationnelles (décortiqueuse non installée, raccordement à l'électricité et à l'eau non réalisé etc.).

122. Sur la base de ces constats, la stratégie de sortie du projet a été revisitée par l'UCP pour mettre l'accent le désengagement du projet au profit de structures pérennes de l'Etat et de programmes/projets financés par d'autres partenaires au développement en vue de la consolidation et la pérennisation des acquis du projet. A cette fin l'UCP s'est attelée à exécuter au cours de l'exercice 2017 des activités résiduelles (achèvement et réceptions des sites rizicoles et maraîchers) ;

123. A la suite de plusieurs échanges, l'UCP a obtenu des structures pérennes de l'Etat et les partenaires au développement intéressés, les engagements suivants :

- PROFIAB financé par la GIZ : consolidation et opérationnalisation de centre de groupage de Bondoukou ;
- ONDR: opérationnalisation des quatre mini-rizeries construites dans les régions du Gbêkê et du Goutougo par l'ONDR et redynamisation des comités de gestion des aménagements rizicoles;
- DME: Redynamisation des comités de gestion des sites maraîchers;
- DEANEF: reprises des centres d'alphabétisation mise en place dans le cadre du projet;
- FIRCA: exploitation des aménagements mise en place dans le cadre de la convention BNED.

124. La viabilité des infrastructures rurales et des équipements agricoles mis à la disposition des OPA bénéficiaires dont la plupart n'ont pas atteint une maturité suffisante pour les gérer constitue une véritable inquiétude. C'est pourquoi la mission recommande la poursuite du suivi et encadrement des comités de gestion des aménagements en vue de consolider leur renforcement de capacité d'exploitation, d'entretien et d'amortissement des infrastructures mais aussi en gestion de l'eau.

125. Par ailleurs, la mission recommande à l'UCP, pour ce qui concerne le volet maïs dont les objectifs ont été entièrement atteints, de commanditer une mission auprès des OPA bénéficiaires en vue d'apprécier le niveau de continuation des activités de production, les progressions/évolutions enregistrées et évaluer les effets sur la sécurité alimentaires et les revenus des exploitants.

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre l'opérationnalisation de la mise en œuvre de la stratégie de sortie en mettant un accent particulier sur la redynamisation et la formation des comités de gestion des infrastructures rurales et sur l'appui du FIRCA qui est nouveau dans ce dispositif	Coordonnatrice	Immédiat et continu
Réaliser une mission auprès des OPA de production de maïs bénéficiaires du projet en vue d'apprécier les progressions enregistrées et recueillir les effets produits	DEP/MINADER	Janvier 2018

G. Autres aspects

Prise en compte du genre et inclusion des jeunes

126. En application de la note d'orientation du projet sur le genre élaborée sur la base de principes de discrimination positive (éligibilité des OPA au financement du projet en fonction de la présence d'au moins 40% de femmes et de jeunes parmi les membres ; et engagement des OPA, préalablement à tout aménagement, d'attribuer 30% des superficies aménagées aux femmes et aux jeunes membres), le PROPACOM a pu toucher 8 781 femmes représentant 47% des 18 640 bénéficiaires.

127. Les données désagrégées par sexe permettent de constater que pour le maïs, environ 54% de femmes, soit 8226 femmes sur les 15390 exploitants touchés de 2013 à 2016, ont bénéficié des appuis du projet (intrants et formations techniques). En ce qui concerne la production rizicole, ce pourcentage est de 33% (151 femmes sur les 459 riziculteurs touchés par le projet de 2013-2016) et pour la production maraîchère 95% (104 femmes sur 109 producteurs).

128. Il ressort de ces données que les femmes sont majoritaires dans les OPA de maraîchage et de maïs qui leur offrent non seulement des opportunités de satisfaire les besoins alimentaires de leurs ménages mais aussi, d'accéder à la terre et d'avoir des revenus. Cependant, force est de constater un faible investissement du projet dans le maraîchage (les emblavures ne représentent là que 1,2% des objectifs du projet). Cette faible prise en compte du maraîchage est principalement due au retard accusé dans la mise à disposition des aménagements d'irrigation.

129. L'analyse diagnostique de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes par le PROPACOM, réalisée de janvier à mars 2017, a dans l'ensemble confirmé les principaux manquements recensés par les missions de supervision en matière de prise en compte du genre, à savoir:

- la faible efficacité du mécanisme transitoire de ciblage des OPA mis en place par le PROPACOM en l'absence de stratégies opérationnelles de ciblage, genre et inclusion des jeunes ;
- l'absence d'une démarche d'intervention et de ciblage commune à toutes les antennes du projet dans la mise en place de l'approche « microprojets »

130. Ces manquements, selon cette analyse diagnostique, sont principalement dus à:

- la faible visibilité du genre dans la définition des objectifs du projet qui n'a pas permis aux acteurs de travailler à l'atteinte de résultats tangibles et d'être mieux orientés pour quantifier les résultats. Toutefois, le screening genre du projet révèle qu'aucun objectif et indicateur quantitatif n'est prévu dans ce sens dans le cadre logique ; ce qui a induit à des résultats très peu « genre sensibles ».
- la faible connaissance de l'approche genre par l'équipe du projet et ses opérateurs qui n'ont pas su mettre en place une dynamique de suivi des activités de terrain qui rendent visibles les catégories d'acteurs ciblés à travers des analyses différenciées pour véritablement impacter les groupes vulnérables dans leurs spécificités.

131. Cette analyse des forces et des faiblesses de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes dans le cadre de la mise en œuvre du PROPACOM a permis de dégager plusieurs leçons qui selon la mission devraient être prises en compte dans le cadre du PROPACOM-OUEST.

Renforcement des institutions et autonomisation

132. Le PROPACOM a beaucoup investi dans les formations pour renforcer les capacités des OPA (techniques agricoles, structuration et gestion des OPA. Au total, environ 6 376 personnes ont été formées dont 3 698 femmes ; soit environ 58% des bénéficiaires. Malheureusement les formations ont été surtout théoriques des formations, surtout en structuration et gestion, ce qui contrarié leur efficacité. En effet, l'articulation logique et concrète entre les différents maillons du projet n'a pas été effective dans les appuis du fait de la non livraison des sites aménagés aux OP rizicoles et maraîchères. Un recyclage plus pratique est demandé par les OPA et devrait être prévu dans l'opérationnalisation de la stratégie de sortie du projet.

133. Les résultats en termes de renforcement des capacités sont en deçà des objectifs attendus. Ainsi sur 660 OPA, seulement 125 ont bénéficié de l'appui à la structuration et à la gestion du projet ;

soit un taux de réalisation de 18%. Les OPA ne sont pas encore en mesure de bien comprendre et de conduire leurs activités économiques de manière efficaces et rentable.

134. A quelques mois de l'achèvement du projet, la plupart des OPA n'ont pas de perspective d'autonomisation pour l'après projet. Par exemple, des solutions à la commercialisation des stocks ou de génération des ressources pour relancer leurs activités sont encore en cours de réflexion au sein des OPA. Sur les 125 OPA bénéficiaires du projet, 57 sont de niveau de maturité², Dix-huit (18) ont pu passer à un niveau de maturation 2 ; soit seulement 23%. Les appuis fournis par les opérateurs d'accompagnement n'ont donc pas permis de faire évoluer les OPA bénéficiaires vers une vision entrepreneuriale indispensable pour assurer leur autonomie financière.

Participation des bénéficiaires

135. Le projet avait prévu : (i) une contribution des bénéficiaires en nature ou en numéraire (selon leurs choix) à la réalisation des infrastructures ; (ii) une prise en charge par les bénéficiaires de l'entretien des infrastructures (magasins, centres de groupage, aménagements, etc.) ; (iii) une contribution en numéraire des OPA à hauteur de 5% des coûts d'acquisition des équipements de production et de transformation achetés par le projet ; (iv) la constitution par les OPA de fonds d'amortissement et de fonctionnement des équipements acquis dans le cadre du projet et (v) la reconstitution de fonds intrants afin de pérenniser la chaîne d'approvisionnement en intrants et par cette voie, d'autonomiser les OPA.

136. De manière générale, le niveau de la contribution aux équipements acquis est satisfaisant ; les OPA ont participé à 100% sauf pour quelques OPA qui sont à 75 -80% de participation. Ce qui dénote de l'intérêt et de l'utilité des équipements dans l'amélioration de la production et de la transformation. La constitution d'un fonds d'amortissement reste incertaine du fait des aléas climatiques et des problèmes de commercialisation.

137. La mission a noté dans les sites rizicoles en aménagement visités d'une participation mitigée des OPA dans la réalisation des aménagements après un engouement de départ du fait d'un manque d'inclusion effective des bénéficiaires représentés par leurs GCA. L'entretien n'est pas assuré dans tous les sites et la communication entre les entreprises et le CGA fait défaut d'où un découragement voire des tensions possibles entre les représentants des entreprises et les membres des OPA. Des rencontres de médiation sous l'égide au projet et des DR devront être rapidement tenues pour lever certaines incompréhensions en vue d'assurer une participation de qualité des OPA.

138. La reconstitution du fonds intrants, est bien comprise ; cependant, l'accompagnement des OPA dans le cadre de la stratégie de sortie, devrait garder une cohérence pour faire leur faire comprendre que pour assurer la durabilité, la bonne structuration et les services à rendre aux membres constituent le socle de l'autonomisation des OPA.

Etablissement de Partenariats / Adaptabilité/compétence des prestataires de services

139. La passation des marchés a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et cela a impacté négativement la mise en œuvre du projet. Toutefois, les mesures idoines prises en la matière (formation du personnel en passation des marchés, la désignation d'un point focal à la DMP, une communication soutenue entre les principaux acteurs de la chaîne de passation des marchés (UCP - DRMP - Préfecture) ont permis d'aboutir à une meilleure qualité des dossiers et à une meilleure gestion du processus de passation des marchés. Par ailleurs, le relèvement en 2016 des seuils de passation des marchés publics (de 30 à 100 millions) et à l'adoption de procédures simplifiées, ont permis d'améliorer la situation de manière substantielle.

140. Sur le plan de l'exécution des marchés, des défaillances sont apparues surtout en ce qui concerne les aménagements hydroagricoles. La contreperformance des entreprises (PME) en matière d'infrastructures rurales constitue l'un des handicaps majeurs dans la mise en œuvre de la composante infrastructures. Des malfaçons constatées sur un magasin de stockage ont conduit à un contentieux qui empêche la finalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art. Cette réalité n'est pas propre qu'au PROPACOM et reste la préoccupation de plusieurs partenaires au développement.

² Niveau de maturation 1: l'OPA n'est pas encore structurée. Elle a une faible performance économique. Elle manque de professionnalisme et ne possède pas d'équipements. Niveau de maturation 2 : l'OPA est faiblement structurée. Elle a une faible performance économique. Elle manque de professionnalisme et ne possède pas d'équipements.

141. Pour pallier la faible capacité des PME, le PROPACOM a contractualiser avec le BNETD qui est actuellement le principal partenaires du PROPACOM en matière de réhabilitation/aménagement des infrastructures rurales. Malgré quelques améliorations constatées au niveau de l'avancement global des travaux, suite aux dispositions prises par le BNETD pour rattraper le retard accusé, la maîtrise des délais contractuels avec les PME reste toujours l'une des préoccupations dans la gestion des chantiers. En effet, le BNETD envisage de mettre certaines PME défaillante en régie totale ou partielle des chantiers.

Sécurisation foncière

142. L'accès au foncier ne paraît pas poser de problème particulier dans les zones d'intervention pour les populations cibles du projet. Les situations sont spécifiques à chaque zone et même à chaque aménagement, en fonction notamment des droits coutumiers locaux et des aménagements en présence ou qui avaient été réalisés dans le passé. L'établissement d'une situation claire en matière de droits fonciers, sous forme de droits de propriété ou de droits d'usage, n'en demeure pas moins indispensable pour assurer une pleine et durable valorisation des aménagements réalisés.

143. Dans le cadre du PROPACOM, la clarification foncière a fait l'objet d'enquêtes sommaires en vue de recueillir la confirmation orale de la part des « propriétaires terriens » ou des autorités traditionnelles sur la possibilité de réaliser les aménagements au profit des bénéficiaires appuyés par le projet. Cette clarification foncière a été réalisée par les DR et DD du MINADER. Elle a été matérialisée par un acte écrit du Préfet.

144. Lors des visites de terrain d'un site aménagé par le BNETD dans le site de Tabako (département de Bouaké), la mission a constaté les limites de la clarification sur les sites aménagés mis en valeur par des exploitants dans le cadre de contrat de fermage ou métayage. Des tensions qui perdurent entre les exploitants et propriétaires terriens rendent difficile l'exploitation du site. Les exploitants sont soumis à de constantes remises en cause de leurs droits ou font même l'objet d'actes de vandalisme. Un tel cas amène à s'interroger non seulement sur la capacité de la clarification foncière à sécuriser les exploitants, mais aussi sur la stratégie de ciblage des sites à aménager par le projet. La leçon à en tirer est d'éviter désormais les sites à problème.

Recommandations sur autres aspects

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Identifier dans le cadre de l'achèvement du projet les leçons apprises et les bonnes pratiques pertinentes dans les domaines du genre, la mobilisation de la contribution des bénéficiaires, le renforcement des capacités des OPA et la sécurisation foncière, en vue de leur prise en compte dans d'autres projets	DEP/UCP	Février 2018

H. Conclusion

145. A quatre (4) mois de l'achèvement du projet, l'atteinte d'un niveau appréciable d'exécution physique, en termes d'aménagements hydroagricoles, infrastructures marchandes, et périmètres maraîchers réside dans la réussite du BNETD à faire livrer les superficies aménagées et les autres infrastructures rurales.

146. La mission réitère la nécessité de mener à bien les tâches discutées avec l'UCP pour une mobilisation effective d'intrants destinés aux bénéficiaires en vue de la mise en exploitation effective des superficies aménagées qui seront bientôt livrées (utilisation des ressources du PROPACOM, appui du MINADER et d'autres partenaires etc.). C'est seulement de la sorte que les objectifs de développement seront atteints.

147. Par ailleurs, l'UCP devra s'atteler à mettre en œuvre les actions préparatoires à la conduite de la future mission de revue d'achèvement et d'opérationnalisation de la stratégie de sortie sans oublier la capitalisation des leçons et échecs du PROPACOM.

148. Il est fortement demandé à l'UCP de renforcer non seulement le dispositif de suivi rapproché de la convention BNETD- PROPACOM en tenant de manière aussi fréquente que possible les réunions du CTS, mais également de poursuivre le suivi des activités du PTBA de clôture 2017-2018 afin d'en améliorer le taux d'exécution ainsi que celui du projet.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1589 [1100001589]	No. du prêt/don DSF	1000004128
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/06/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	10	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	09/12/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.97	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	70
Examen à mi-parcours	20/05/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	25/04/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2018			Financement national total	6.47	
Clôture	30/09/2018			Beneficiaries	1.06	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.41	4
				Cofinancement total externes		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	5	2. Exécution du S&E	3	2
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	5	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-	4	4

			femmes		
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	2
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	3	3	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	3

B.5 Justification des notes

Conformité à l'accord de financement : problème à régler concernant la double signature des comptes.

Qualité de la gestion du projet : la mission dernière avait recommandé de ne plus faire d'avance et d'avoir des justificatifs par décompte. Mais le projet a autorisé un deuxième paiement d'avance sur la convention BNETD.

Exécution du S&E : le poste de RSE est vacant depuis le mois de mai 2017 et le projet n'a pris aucune disposition pour avoir un appui en attendant son recrutement. Par conséquent, et en rapport avec la fermeture des antennes, l'application informatique de SE n'est pas à jour et les données ne sont pas consolidées alors que l'achèvement du projet est prévu en mars prochain.

Innovation et leçons apprises : les améliorations proposées par la dernière mission de supervision n'ont pas été mises en œuvre (partage des leçons apprises avec le PROPACOM OUEST, canevas proposé pour capturer les savoirs générés par le projet) alors qu'elles constituent une priorité à quelques mois de l'achèvement du projet. Ainsi, avec la fermeture des antennes, les cadres porteurs du savoir ont quitté le projet sans que les informations aient pu être captées.

Stratégie de désengagement : depuis la dernière mission de supervision, stratégie validée (juillet) avec parties prenantes, mais opérationnalisée qu'en partie. Stratégie développée trop tard.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	3	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3
Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution		
C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
Justification des notes sur les objectifs de développement		
C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
Aspects fiduciaires	Risque lié au non-respect de l'accord de financement du fait de la signature unique sur les comptes. Les niveaux de réalisations physiques de la convention BNETD ne reflètent pas les décomptes financiers	
Avancement de l'exécution du projet	Glissement du calendrier des travaux et mise à disposition des infrastructures hydro-agricoles par le BNETD après l'achèvement du projet. Risque de ne pas pouvoir valoriser les sites dans le cadre de la prochaine campagne agricole	
Stratégie de sortie	Une opérationnalisation partielle de la stratégie de sortie avec une faible appropriation des enjeux par les partenaires visés	

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Désengagement du Projet	Valider et suivre la mise en œuvre de la stratégie de sortie du projet	De juillet 2017 à mars 2018	En cours
Préparation de la mission de revue d'achèvement	Suivre la réalisation des études préparatoires à la conduite de la revue d'achèvement du PROPACOM et la capitalisation des leçons apprises du projet. Assister l'UCP à établir un calendrier des principales étapes préalables et celles de la revue d'achèvement.	De juillet 2017 à mars 2018	Partiellement réalisé
Besoin d'un suivi rapproché pendant la période d'achèvement du projet	Effectuer 1 mission légère de suivi de l'UCP par le FIDA en sus de la prochaine mission de supervision	De juillet 2017 à mars 2018	Pas réalisé
Désengagement du Projet	Opérationnaliser concrètement la stratégie de sortie du projet validée avec les acteurs visés	Décembre 2017-mars 2018	A planifier
Activités de capitalisation des leçons apprises et consolidation des données pas engagées	Organiser des réunions d'échange avec MINADER, DR, suivre le travail des DR, détachement d'un statisticien du MINADER pour appuyer l'UCP	Décembre 2017-mars 2018	A planifier
Double signature des comptes	Le FIDA et la coordinatrice du projet doivent faire le suivi au niveau du Ministère des Finances	Décembre 2017	A planifier

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Cadre logique enregistré dans ORMS

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members						
	Household members - Number of people			175000			
	1.a Corresponding number of households reached						
	Households - Number	0		25000			11693
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project						
	Males - Number	0		101500			51436
	Females - Number	0		73500			32870
	Groups receiving project services						
	Groups - Number	0		660			149
Project Goal Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et Zanzan	Insuffisance pondérale						
	Filles - Percentage (%)	7				23	23
	Garçons - Percentage (%)	9				19	19
	Malnutrition chronique						
	Filles - Percentage (%)	33				35	35
	Garçons - Percentage (%)	37				38	38
	Indice d'accumulation des biens des ménages						
	Femmes chefs de ménages moyennement pauvres - Percentage (%)	19				13	13
	Femmes chefs de ménages riches - Percentage (%)	9				10	10

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Femmes chefs de ménages pauvres - Percentage (%)	19				18	18
	Femmes chefs de ménages les plus pauvres - Percentage (%)	33				14	14
	Femmes chefs de ménages très riches - Percentage (%)	7				8	8
	Malnutrition sévère ou aigue						
	Garçons - Percentage (%)	20				11	11
	Filles - Percentage (%)	16				13	13
	Personnes entre 15 et 24 ans sachant lire						
	Femmes - Percentage (%)	19				18	18
	Hommes - Percentage (%)	25				39	39
	Ménages souffrant de disette						
	Première disette - Percentage (%)	82				92	92
	Deuxième disette - Percentage (%)	3				1	1
	Ménages ayant accès à l'eau potable						
	Ménages - Percentage (%)	87				83	83
	Ménages ayant accès à des moyens d'assainissement sûrs						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Ménages - Percentage (%)	2				4	4
	Taux d'alphabétisation						
	Hommes - Percentage (%)	23				28	28
	Femmes - Percentage (%)	12				15	15
Development Objective Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés	Le revenu des ménages cibles a augmenté d'au moins 15%						
	Ménages avec des femmes comme chefs de ménage - Percentage (%)			5			
	Ménages avec des hommes comme chefs de ménage - Percentage (%)			5			
	Ménages au dessus du seuil de vulnérabilité passent de x à y						
	Households - Percentage (%)	15		30			
Outcome Les conditions de production sont améliorées par l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques	Rendements augmentés pour au moins 30%						
	Mais - Percentage (%)			30			
	Riz irrigué - Percentage (%)			30			
Output Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de productions (intrants et équipements de mécanisation des travaux agricoles)	Sémences R1 certifiées produites						
	Mais - Weight (t)			45			336
	Riz irrigué - Weight (t)			300			
	Sémences distribuées						
	Mais R1 - Weight (t)			75	0,741	0,741	81,991

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Oignons - Weight (t)						
	Riz irrigué de base - Weight (t)			15			
	Riz irrigué R1 - Weight (t)			300			25,96
	Tomates - Weight (t)				0,0076	0,0068	0,0068
	Mais de base - Weight (t)			1,5			
	Autres intrants distribués						
	NPK - Weight (t)			540	24,3	12,6	442,84
	Urée - Weight (t)			810	13,4	6,85	660,87
	Herbicide - Weight (t)				31,8	31,8	40,11
	Fongicide et insecticide - Weight (t)				3,7929	0,7	5,54
	Equipements distribués						
	Motoculteurs - Number			120	13	0	66
	Batteuses-vanneuses - Number			100	5	0	26
	Sacs de collecte - Number			171450			79350
	Boeufs de culture attelés - Number				20	20	20
	Multiculteurs ARARA et sémors - Number						
	Bâches de séchage - Number						85
	Motopompes - Number						8

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Pulvérisateurs - Number				49	8	1267
Output Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	Personnes ayant accès à des services de conseil mis en place						
	Males - Number			15000			3159
	Females - Number			10000			1525
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies						
	Men trained in crop - Number			2250			1742
	Women trained in crop - Number			1000			962
Outcome Les conditions de production sont améliorées par des infrastructures	Petits producteurs bénéficiaires ayant accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées						
	Petits producteurs - Percentage (%)			25			
Output Des aménagements hydroagricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	Groupes de gestion de l'infrastructure de production créés/consolidés						
	Groupes - Number			660			4
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure de production						
	Males - Number			210			21
	Females - Number			32			11
	Groupes de gestion de l'infrastructure de production comptant des femmes dans leurs instances de direction						
	Groupes - Number						4
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated						
	Hectares of land - Area (ha)			2490			714
	Personnes formées en gestion de l'infrastructure						
	Females - Number			32			11

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Males - Number			210			21
Outcome L'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production	Petits producteurs ciblés ayant adopté les technologies améliorées de conservation, transformation, commercialisation						
	Petits producteurs - Percentage (%)			25			
	OPA appuyées ayant accès aux informations sur les marchés et les prix						
	Organisations - Percentage (%)			30			
	Producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA appuyées ayant accès à des installations de transformation, stockage, commercialisation dans les zones ciblées						
	Petits producteurs - Percentage (%)			25			
Output L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	Personnes formées aux méthodes et techniques de transformation/conservation/commercialisation						
	Females - Number			2000			113
	Males - Number			3000			1858
	Technologies de transformation/conservation/commercialisation diffusées						
	Techniques - Number						
	Groupes de commercialisation formés/consolidés						
	Groupes - Number			660			177
	Membres de groupes de commercialisations formés/consolidés						
	Males - Number			3300			967
	Females - Number			495			206
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction						
	Groupes - Number			264			73
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 6 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Males - Number			1980			1863
	Females - Number			1320			113
Output Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded						
	Length of roads - Length (km)			60		8	26
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated						
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number			6			6
	Market facilities constructed/rehabilitated - Number			6			
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Number			15			3
Outcome Les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	OP de niveau 1 ayant atteint le prochain stade d'autonomie						
	OP - Percentage (%)			35			
Output Les OP sont de plus en plus professionnelles et capables de fournir des services à leurs membres	OP appuyées par le programme						
	OP - Number			660			556

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Transmettre aux DR le manuel de gestion de l'ensemble du matériel agricole acquis (production et transformation) ainsi que la base de données sur les OPA.	Coord	Immédiat
	Accélérer, conformément au cahier des charges, les visites de terrain pour vérifier l'existence et l'utilisation effective du manuel.	DR	Immédiat et continu
	Procéder à la révision éventuelle du manuel de gestion du matériel agricole sur la base des résultats des visites de terrain et en l'insérer dans l'avenant au cahier des charges des DR.	Coordo	Mars 2018
	Organiser un arbitrage de haut niveau (MINADER/ ANRMP/PROPACOM et Entreprise) afin de vider le contentieux au tour du magasin de stockage de Dékokaha et rendre aux bénéficiaires une infrastructure achevée dans les règles de l'art.	MINADER	Immédiat avant le 31/12/2017
	Procéder à l'évaluation des prestations du BNETD	UCP	Février 2018
	Organiser des échanges avec les bénéficiaires sur les sites et motiver les éventuels changements intervenus dans la conception.	BNETD/IR	12/2017
	Organiser des séances de sensibilisation des CGA et usagers au niveau de tous les sites afin d'engager dans les meilleurs délais l'entretien des anciens ouvrages	IR/ DR	Immédiat et continu
	S'attacher les services d'ingénieurs conseils compétents, en faisant appel au besoin aux services spécialisés du MINADER comme la DMEME pour le traitement des décomptes du BNETD	UCP	Immédiat
	Accélérer l'avancement des travaux de manières à les réceptionner au plus à la fin du mois de février 2018.	BNETD	Immédiat
Composante 2 : Valorisation et mise en marché	Evaluer et capitaliser les leçons du modèle ESOP	UCP/ CIDR, AT, CTC	Janvier 2018
	Transférer aux DR la base de données élaborée par l'antenne de Bondoukou sur ACCESS pour servir de modèle dans les autres localités ;	UCP	Immédiat
	Organiser un atelier d'échanges de savoirs et de pratiques entre l'UCP, les prestataires et les structures en charge des appuis après projets pour capitaliser sur les résultats des prestataires d'appui	UCP	Janvier 2018
	Procéder, au titre des études à faire dans le cadre de l'achèvement, à une évaluation du mécanisme de reconstitution du fonds intrants, avec un point exhaustif sur les quantités mises en place, les montants concernés et les récupérations/reconstitution effectuées,	UCP/ DR	Février 2018
	Organiser la capitalisation sur les succès et échecs du mécanisme de reconstitution du fonds intrants avec les bénéficiaires porteurs de l'expérience.	UCP/ DR	Février 2018
Composante 3 : Coordination,	Proposer au FIDA la composition de l'équipe restreinte à maintenir dans le PROPACOM jusqu'à la revue d'achèvement et la clôture définitive du projet	COORDO/RAF	Immédiat

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Gestion et Suivi-Evaluation	Respecter scrupuleusement le chronogramme des principales étapes de la revue d'achèvement du PROPACOM	Coordo	Immédiat et continu
	Mettre à disposition de l'UCP un statisticien de la DGPSP du MINADER pour appuyer l'UCP dans la préparation des données en vue de l'achèvement ou bien recruter à cet effet un consultant-expert dans ce domaine	DGPSP	01/01/2018
	Faire le suivi et exploiter les rapports de mission que les DR doivent soumettre à l'UCP et suivre le niveau de renseignement des indicateurs contenus dans le canevas soumis à cet effet par la présente mission	UCP/DEP et DR MINADER	01/12/2017 au 31/03/2018
Aspects fiduciaires	Envoyer au FIDA la liste du personnel à imputer sur PROPACOM jusqu'à la date d'achèvement, ainsi que le personnel clé jusqu'à la clôture avec les projections budgétaires correspondantes.	COORDO/RAF	Immédiat
	Rapprocher l'inventaire des biens du PROPACOM avec les données comptables et envoyer au FIDA une proposition d'affectation	COORDO/RAF	Immédiat
	Surseoir à tout paiement en faveur de BNETD jusqu'à ce que le solde de l'avance soit de 15% du budget PROPACOM	COORDO/RAF	Immédiat
	S'assurer, pour la mise en régie par le BNETD, que les dispositions du Code des Marchés Publics sont respectées et que la nature des justificatifs de travaux que le BNETD va adresser au Projet est bien déterminée à l'avance par écrit.	RPM/ BNETD	Immédiat
	Soumettre au PROPACOM un calendrier prévisionnel de soumission des décomptes pour justification de l'avance déjà perçue, d'un plan de trésorerie et d'un calendrier des décomptes prévisionnels à payer sur un montant supplémentaire de 500 millions F CFA.	BNETD	Fin décembre 2017
	S'assurer que le solde final sur la convention BNETD de 462 millions FCA sera payé par DPD et uniquement après justification de tous les fonds avancés et après réception de tous les travaux et décomptes correspondants et déduction de la retenue de garantie.	Coordo /RAF	Février 2018
	Soumettre au FIDA un plan révisé de recouvrement de l'avance initiale pour tenir compte des paiements par le compte d'opérations et faire approuver tout paiement par le FIDA.	RAF	Fin décembre 2017
	Réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société en matière de sécurité et de vol.	RAF/RPM	Immédiat
	Faire un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière afin d'élucider les tenants et aboutissants du cambriolage	COORDO/RAF	Immédiat
	Envoyer au FIDA un rapport sur le cambriolage du bureau du projet	RAF	Immédiat

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
	Prendre les mesures nécessaires en vue de garder les fournitures consommables dans des armoires sous clé.	RAF	Immédiat
	Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF.	COORDO/AC/ RAF	Immédiat
	Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les Demandes de Paiement Direct (DPD) afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations	AC/RAF	Immédiat et continu
Durabilité	Poursuivre l'opérationnalisation de la mise en œuvre de la stratégie de sortie en mettant un accent particulier sur la redynamisation et la formation des comités de gestion des infrastructures rurales et sur l'appui du FIRCA qui est nouveau dans ce dispositif	Coordonnatrice	Immédiat et continu
	Réaliser une mission auprès des OPA de production de maïs bénéficiaires du projet en vue d'apprécier les progressions enregistrées et recueillir les effets produits	DEP/MINADER	Janvier 2018
Autres aspects	Identifier dans le cadre de l'achèvement du projet les leçons apprises et les bonnes pratiques pertinentes dans les domaines du genre, la mobilisation de la contribution des bénéficiaires, le renforcement des capacités des OPA et la sécurisation foncière, en vue de leur prise en compte dans d'autres projets	DEP/UCP	Février 2018

Appendice 3b Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ³
1.	Recommandations sur la vue d'ensemble	En fonction des montants réellement disponibles sur le PROPACOM, réviser le volume des travaux à exécuter dans le cadre de la convention BNETD ainsi que le chronogramme y afférent	Réalisé: 2 844 000 000 FCFA disponible sur le PROPACOM dont 2 396 000 000 FCFA HT affectés aux travaux, 48 000 000 FCFA HT affectés aux frais de gestion du BNETD et 400 000 000 FCFA HT aux prestations du BNETD.	UCP/BNETD	Immédiat
2.		Estimer le volume des travaux à réaliser sur le PROPACOM Ouest jusqu'à hauteur du solde de la convention BNETD et signer un avenant en conséquence	Réalisé: Gap de 1 156 000 000 FCFA HT sur la convention de MOD 1 financé par le PROPACOM OUEST dont 989 120 000 FCFA HT affectés aux travaux, 32 000 000 FCFA HT affectés aux frais de gestion du BNETD et 134 880 000 FCFA HT aux prestations du BNETD.	UCP/BNETD	Immédiat
3.		Poursuivre le processus de sélection jusqu'à l'attribution des marchés tout en veillant à la prorogation de la validité des offres jusqu'à l'entrée en vigueur du projet PADFA.	Réalisé: Analyse et jugement effectués par la COJO depuis le 14 juin 2017 (appel d'offres T227/2017). ANO de la DMP obtenu sur les propositions d'attribution. Prorogation de la validité des offres et en attente de la prise en compte par le PADFA avant la notification des résultats aux entreprises.	BNETD/UCP	Immédiat
4.		Reverser au MINADER pour prise en compte par le projet PADFA le lot de sites rizicoles de la 2ème vague de passation de marchés (priorité #1/ 04 sites de Bouaké de 120 ha) qui en est au stade de sélection d'entreprises pour les travaux.	Réalisé: Liste des sites transmise au MINADER par courrier référencé n° 716/MINADER/PROPACOM/RPM/CKA du 14/07/2017.	UCP/MINADER	Fin juin 2017
5.	Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Mettre à contribution les services décentralisés du MINADER, les autorités préfectorales et sous-préfectorales, les collectivités territoriales et locales et les personnes-ressources locales dans le suivi de la réalisation des travaux	Réalisé: Cahiers de charge signés entre PROPACOM et DR MINADER, DR Construction	UCP/MINADER	Immédiat et continu
6.		Organiser une mission d'information des autorités préfectorales, des collectivités territoriales et locales, des OPA sur les sites prévus mais dont les travaux d'aménagement ne seront pas exécutés dans le cadre de la convention avec le BNETD	Réalisé. Missions conjointes UCP, MINADER, ONDR effectuées à Korhogo, à Bouaké et à Bondoukou	UCP/MINADER	Juin 2017
7.		Adapter le manuel de gestion des équipements agricoles et le mode de gestion aux différents niveaux de maturité des OPA	Non réalisé. Antennes fermées au 30/06/2017	COPA	Immédiat
8.		Effectuer en collaboration avec les DR/DD et la DEP, des missions de suivi pour améliorer le mode de gestion des équipements agricoles par les OPA les plus faibles	En cours. Les DR effectuent des missions de terrain depuis la signature des cahiers de charges	DR/DD DEP UCP	A partir d'Août 2017

³ les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ³
9.		Réattribuer à d'autres OPA les motoculteurs dont les premiers acquéreurs n'arrivent pas à payer la totalité des contributions attendues.	Non applicable. Toutes les OPA ont payé à l'exception de l'OPA de Korhogo ayant contribué à 70% qui devra solder avant l'achèvement (UCP/DR MINADER Kgo).	COPA/CAFM	Avant juin 2017 2017
Composante 2 : Valorisation et mise à marché					
Valorisation					
10.		Appuyer les OPA bénéficiaires d'équipement de transformation dans le choix de leur mode de gestion et d'exploitation des équipements	En cours: Mission confié aux DR MINADER (Voir rapport des DR MINADER)	DR/DD MINADER	Août-décembre 2017
11.		Ecrire à l'ONDR pour la cession de la mini rizerie de Bondoukou aux OPA	Réalisé. Réunion avec l'ONDR début novembre 2017. Dispositions prises par l'ONDR en lien avec le leader de pool (Voir compte-rendu de réunion)	UCP/ONDR	Juin 2017
12.		Organiser une réunion des parties prenantes sur le mode de gestion ESOP sur la base du rapport de fin de mission du CIDR	Non échu: Rapport final attendu en décembre 2017 pour restitution de l'étude à faire en janvier 2018	UCP	Décembre 2017
13.		Continuer les négociations avec HEINEKEN FMS pour un partenariat futur et une contractualisation pour l'achat de la farine de riz et la mise en place d'un modèle de mise en marché	Réalisé: Non aboutissement des négociations avec HEINEKEN. Le nouvel opérateur est IFDC avec qui un contrat a été signé le 6/11/2017 pour une étude sur le diagnostic des ESOP de Ferkessédougou, Katiola et Korhogo en vue de la proposition d'un plan d'accompagnement à mettre en œuvre par le futur projet PADFA/FIDA. Rapport final attendu en décembre 2017.	UCP	Août-décembre 2017
	Maturité des OPA			Coordo	Mars 2017
14.		Sur la base des résultats de l'évaluation de la maturité des OPA, élaborer une feuille de route réaliste pour les formations pratiques à délivrer par les prestataires et le suivi assuré par les DR	Non réalisé. Ressources limitées pour la mise en œuvre de cette recommandation compte tenu de l'affectation des ressources à la convention BNETD et de la clôture anticipée des marchés des prestataires (Appui-structuration).	UCP/DR	30 juin 2017
15.		Organiser avec le PROPACOM –Ouest des sessions d'échanges et d'apprentissage sur les pratiques et outils à capitaliser (mécanismes de sélection des OPA, indicateurs de maturité et de pondération, base de données et processus d'instruction des microprojets, etc.) pour leur transférer ces savoirs replicables dans leur contexte	Non réalisé. En attente du recrutement des COPA du PROPACOM OUEST non achevé à ce jour. Non pertinent à date, les antennes étant fermées.	Responsables d'antenne	Dès le recrutement du personnel de PROPACOM ouest
16.		Pour la préparation de l'achèvement, documenter le cas de l'OPA de jeunes producteurs de tomate de Bouaké pour adapter les grilles de catégorisation, partager leur expérience et favoriser	Non réalisé. En attente du recrutement du RSE dont le processus est non achevé à ce jour	UCP	Avant fin juin 2017

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ³
		les échanges			
Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation					
Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation					
17.		Impliquer l'ONDR dans les travaux du Comité Technique de Suivi de la convention avec le BNETD	Réalisé: L'ONDR participe aux réunions du CTS depuis le 09/06/2017. (Depuis le CTS n°4)	DGPSP	Immédiat
18.		Modifier le manuel et appliquer la procédure de double signature conjointe à tous les comptes relatifs aux fonds du projet, y compris ceux ouverts par les partenaires bénéficiaires de conventions.	Non réalisé. Car non applicable selon l'Agence Comptable pour les comptes du Projet. Réalisé. Système de double signature pour le BNETD.	COORDO/RAF	Immédiat
19.		Transmettre les états financiers analytiques et budgétaires issus du logiciel TOM2PRO au personnel de suivi-évaluation, à la Coordinatrice et à l'ensemble du personnel du projet, mensuellement (voire chaque fin de semaine).	Réalisé: tâche continu. Depuis septembre 2017 suite à la formation de l'ensemble du personnel sur le logiciel TOM2PRO	RAF	mensuellement
20.		Utiliser le modèle fourni par le Consultant en Suivi Evaluation pour analyser la corrélation entre les données physiques détaillées issues de l'applicatif de suivi évaluation et les données financières détaillées issues du logiciel TOM2PRO avec les explications et commentaires sur chaque niveau d'exécution	Non réalisé: En attente du recrutement du RSE dont le processus est non achevé à ce jour.	COORDO/RAE/RAF	Mensuellement
21.		Utiliser l'axe analytique supplémentaire disponible sur le logiciel TOM2PRO pour renseigner les données financières par filière ou autre paramètre à suivre	Non réalisé: En attente du recrutement du RSE dont le processus est non achevé à ce jour	RAF/RSE	Immédiat
22.		Organiser une passation de poste plus détaillée entre d'un côté le RSE et le CSE de Korhogo et de l'autre les deux CSE, afin que ceux-ci puissent faire le point et améliorer la prise de service du nouveau RSE	Non réalisé: En attente du recrutement du RSE dont le processus est non achevé à ce jour	COORDO/CSE	Immédiat
23.		Mettre en place une base de données à jour sur les OPA et les MP et la transmettre aux STD du MINADER afin de faciliter le suivi des activités d'appui-accompagnement	Non applicable: Antennes fermées depuis le 30/06/2017 et En attente du recrutement du RSE dont le processus est non achevé à ce jour	CSE	30 juin 2017

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ³
24.		Capitaliser et tirer les leçons de la mise en œuvre du projet afin de mieux orienter l'exécution du PROPACOM Ouest (par ordre de priorité en fonction du temps alloué)	Non réalisé. Antennes fermées depuis le 30/06/2017	CSE, Antenne, UCP	Immédiat
25.		Finaliser les TDR de l'étude socioéconomique et lancer le processus de recrutement d'un prestataire pour l'enquête SYGRI pour débiter les enquêtes d'ici le second semestre	Réalisé: Les TDR de l'étude socioéconomique ont été finalisés et l'étude est en cours. Pour SYGRI l'Etude a été confiée à SAPHIR DEVELOPPEMENT. Enquête de terrain achevée le 16/11/2017. Rapport provisoire de l'étude est disponible (30/11/2017).	COORDO/CS E	30 juin 2017
26.		Echanger avec le PROPACOM ouest sur les outils (par ex grille d'évaluation des OPA) et les stratégies à mettre en place en matière de SE	Non réalisé: En attente du recrutement du RSE dont le processus est non achevé à ce jour	CSE	Immédiat
Aspects fiduciaires					
27.		Transmettre au RAF, au jour le jour, les copies des reçus émis par l'AC aux bénéficiaires	Réalisé.	AC/RAF	Immédiat
28.		Tenir un journal banque pour le compte Ressources Propres et élaborer les états de rapprochement bancaires mensuels	En cours. Journal banque tenu.	RAF	Immédiat
29.		Conserver un CAFM jusqu'à l'achèvement, pour appuyer le SAF et le RPM.	Non réalisé: Décision à prendre par le MINADER.	MINADER	Immédiat
30.		Fournir un état des contributions dues et des versements effectués par les bénéficiaires	Réalisé. Tableau sur la situation des contributions des bénéficiaires disponible	Antennes	Immédiat
31.		Valoriser et comptabiliser les contributions en nature sur les réalisations confiées au BNETD.	En Cours. Les travaux sont en cours.	COORDO/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
32.		Envoyer au FIDA une proposition de plan de recouvrement	Réalisé: Plan de recouvrement transmis le 17/11/2017	RAF	Juin 2017 à clôture
33.		Envoyer au moins une DRF tous les deux mois, même si le montant n'atteint pas 30%, pour éviter les tensions de trésorerie en période d'achèvement.	Réalisé: DRF30 élaborée et transmise à la Dette Publique en août 2017; DRF33 élaborée et transmise à la Dette Publique en octobre 2017. DRF34 en cours d'élaboration pour transmission en décembre 2017.	RAF	Juillet 2017
34.		Assurer une planification glissante des activités sur trois mois	Réalisé: PTBA trimestriels disponibles	COORDO/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
35.		Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGPSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Non applicable: Fermeture des antennes le 30/06/2017.	COORDO/RAF	Juin 2017 à Mars 2018

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ³
36.		Dans l'avenant à signer avec le BNETD : i) modifier l'article 9.4ii en remplaçant « justificatifs de dépenses » par «décomptes des travaux réalisés et autres livrables listés au paragraphe 5 de la convention»; ii) Veiller à ce que la dernière tranche de réapprovisionnement soit versée après réception de tous les travaux; iii) Répartir les honoraires de 480 Millions entre les 2 projets PROPACOM et PROPACOM OUEST en fonction des travaux exécutés réellement pour chacun des deux projets.	Réalisé: Modifications prises en compte dans l'avenant sans incidence financière autorisé par la DRMP le 12/09/2017, signé le 6/10/2017 les Parties et approuvé par le Préfet de Région le 14/11/2017. 480 Millions repartis comme suit: 448 millions sur le PROPACOM dont 48 millions en Frais de gestion et 32 millions le PROPACOM OUEST en Frais de gestion	COORDO/RA F	Immédiat
	Durabilité				
37.		Finaliser la stratégie de sortie du projet en vue de sa validation par le COP et transmission au FIDA	Réalisé: La stratégie de sortie a été validée par le COP en sa session du 13/07/2017. La transmission au FIDA n'a pas été faite dans les délais.	COORDO/UC P	20/05/2017
	Genre, ciblage et inclusion des jeunes				
38.		Capitaliser les leçons apprises du PROPACOM pour améliorer la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes dans le PROPACOM-Ouest et les projets futurs du FIDA	Réalisé: Sur la base du diagnostic du PROPACOM les leçons apprises ont été documentées dans la stratégie genre du PROPACOM OUEST. Recrutement de consultant en cours pour la mise en œuvre de la stratégie genre, ciblage et inclusion des jeunes.	COORDO/UC P/MINADER	Immédiat
	Autres aspects				
39.		Réaliser dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement l'évaluation des performances des prestataires du projet	En cours: Auto-évaluation réalisée par les prestataires. Recrutement du consultant en cours.	RSE/UCP	01/10/2017
40.		Faire un plaidoyer auprès du Ministère du Budget en charge de la passation des marchés pour accélérer les traitements des dossiers soumis à la DMP/DRMP	Réalisé. Difficulté résolue.	MINADER/FI DA	Immédiat

Réalisé: 19
En cours: 6
Non réalisé: 8
Non échu: 1
Non applicable: 6

Appendice 4: État avancement matériel par rapport au PTBA 2017 (y compris indicateurs SYGRI)

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							68,44%
Volet : Accès aux facteurs de production							76,33%
Coordonner la mise en œuvre des microprojets de production de masse de maïs				2	2	0	100%
Paiement des factures intrants maïs livré en 2016	Assurer le paiement de la fournitures et livraison d'intrants de production de maïs aux OPA de Golipkangbassou et de Tafiré			1	1	0	100%
	Assurer le paiement de la Fourniture et livraison des intrants de maïs aux OPA Bondoukou			1	1	0	100%
Coordonner la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz irrigué				782,2	782,2	0	100%
appui à la mise en oeuvre des microprojets de production de maïs	superviser la distribution des stock d'intrant 2016 à l'OPA Corisak	Qté semences de riz	kg	741	741	0	100%
		Qté de NPK livrés	tonne	4,8	4,8	0	100%
		Qté d'Urée livrés	tonne	1,6	1,6	0	100%
		Qté herbicide de pré-levé	litre	31,8	31,8	0	100%
Paiement des Factures intrants riz livrés en 2016	Assurer le paiement du transport semences de riz du WAAP et du PRAREP du magasin de l'ONDR vers l'Antenne de Bondoukou			1	1	0	100%
	Assurer le paiement de la fourniture et livraison d'intrants de riz irrigué aux OPA de Bondoukou			1	1	0	100%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
	Assurer le paiement du transport des intrants de Korhogo vers les magasins des OPA bénéficiaires			1	1	0	100%
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère				6945	2191,55	0	29%
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des microprojets de production de cultures maraîchères	Assurer la fourniture et la livraison des intrants de production maraîchères dans les magasins des OPA (BNETD 34 ha)	Qté semences cultures maraichères	kg	16,2	0	0	0%
		Qté de NPK livrés	tonne	21,6	0	0	0%
		Qté d'Urée livrés	tonne	10,8	0	0	0%
		Qté divers fertilisants	tonne	33	0	0	0%
		Qté fongicide	kg	356,4	0	0	0%
		Qté d'insecticide 1	litre	178,2	0	0	0%
		Qté d'insecticide 2	kg	891	0	0	0%
		Quantité de biostimulant	litre	363	0	0	0%
		Nbre de pulvérisateurs	u	34	0	0	0%
	Sélection d'un prestataire pour le transport des semences (maraicher), fertilisants, produits phytosanitaires, et autres vers les magasins des OPA des sites aménagés par le BNETD	Nbre de prestataire	u	1	0	0	0%
	Assurer le transport des semences maraichers, fertilisants, produits phytosanitaires, et autres vers les magasins des OPA			1	0	0	0%
	Superviser la distribution aux bénéficiaires	Qté semences cultures maraichères	kg	16,2	0	0	0%
		Qté de NPK livrés	tonne	21,6	0	0	0%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
	des semences de cultures maraîchères fertilisants, produits phytosanitaires, et autres	Qté d'Urée livrés	tonne	10,8	0	0	0%
		Qté divers fertilisants	tonne	33	0	0	0%
		Qté fongicide	kg	356,4	0	0	0%
		Qté d'insecticide 1	litre	178,2	0	0	0%
		Qté d'insecticide 2	kg	891	0	0	0%
		Quantité de biostimulant	litre	363	0	0	0%
		Nbre de pulvérisateurs	u	34	0	0	0%
	superviser la distribution des stock d'intrant 2016 aux OPA maraichers de l'antenne de Bouaké (17.4 ha)	Qté semences de tomates	kg	7,6	6,8	0	89%
		Qté semences de oignons	kg	40,5	40,5	0	100%
		Qté de NPK livrés	tonne	12,3	7,8	0	63%
		Qté d'Urée livrés	tonne	8,2	5,25	0	64%
		Qté insecticide	litre	137,5	87,5	0	64%
		divers Pesticides (mematicide, fongicide)	kg	962,5	612,5	0	64%
		Qté Biostimulant	litre	165	105	0	64%
		Qté fertilisant liquide (engrais folière)	litre	18	18	0	100%
		Qté Tourte de coco	litre	310	210	0	68%
		Qté engrais super simple	tonne	1,6	1,6	0	100%
		Qté divers fertilisants (potasse, dolomie)	tonne	17,4	8,6	0	49%
		Nbre de pulvérisateurs	u	14	8	0	57%
		Nbre plate alvéholée	u	1440	1080	0	75%
Volet : Mécanisation de l'Agriculture							100%
Mécanisation de l'Agriculture				41	0	41	100%
Appui aux OPA	Acquerir et livrer les boeufs de cultures attelée	Nbre de paires de bœufs attelée livrés	u	20	0	20	100%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
pour l'acquisition de matériels de mécanisation	aux OPA de production de maïs						
	Assurer le suivi sanitaire lors de la mise en quarantaine des BCA	Nbre de boeufs déclarés sains	u	20	0	20	100%
	Assurer le paiement de l'atelier de formation des machinistes et artisans-réparateurs sur l'utilisation, l'entretien et la réparation des batteuses-vanneuses - Hébergement, Déjeuner, pause-café, Location de salle			1	0	1	100%
Volet : Appui-Conseil					62%		
Appui-Conseil				932	678,5	0	62%
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Assurer l'appui conseil de maïs et de maraîchers Bouaké	Superficie de maïs encadrée (emblavée en 2016)	ha	58,50	58,5	0	100%
		Nbre de producteurs de maïs encadrés	u	68,00	54	0	0%
		Nbre de producteurs de maïs formés	u	61	0	0	0%
		Superficie de Maraîchères	ha	16,40	11,16	0	68%
		Nbre de producteurs Maraîchers encadrés	u	222	234	0	100%
		Nbre de producteurs Maraîchers formés	u	200	0	0	0%
	Assurer l'appui conseil maïs et riz irrigué Bounkani et Gontougo	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	25,52	26	0	100%
		Nbre de producteurs de riz irrigué encadrés	u	125	125	0	100%
		Nbre de producteurs de riz irrigué formés	u	75	39	0	52%
		Superficie de maïs emblavée	ha	20	20	0	100%
		Nbre de producteurs de maïs encadrés	u	163	61	0	37%
		Nbre de producteurs de maïs formés	u	66	61	0	92%
Volet : Aménagements hydro-agricoles							35%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
Aménagements hydro-agricoles				821,94	2	65	35%
	acquérir et installé d'un logiciel de dessin et traitement des données topographiques et formation des bénéficiaires	1 logiciel livré	u	1	0	1	100%
Appui à l'Aménagement des sites hydro-agricoles et infrastructures marchandes	Réaliser les travaux d'aménagement de 17 sites rizicoles (convention BNETD)	superficie rizicole aménagée	ha	780,5	0	52,5	7%
	Réaliser les travaux d'aménagement de 13 sites maraichers (convention BNETD)	superficie maraichère aménagée	ha	34,44	0	11,5	33%
	Assurer les frais de gestion, de suivi et de contrôle des travaux du BNETD			1	0	0	0%
	Payer le solde des contrats d'infrastructures en cours			1	0	0	0%
	Provision pour le paiement des frais d'actes et de contentieux de résiliations des marchés (Prestataires hors BNETD)			1	0	0	0%
	Assurer une assistance technique au RIR pour le suivi du volet infrastructure marchandes et rurales d			2	2	0	100%
	Assurer le paiement des factures du consultant pour la formation à l'utilisation et à l'entretien du réseau d'irrigation goutte à goutte du périmètre maraicher de Niambrun			1		0,4	40%
Valorisation et mise en marché					56,05%		
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation							83%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
Appui à la transformation et à la commercialisation				1820	4	1813	83,3%
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Réhabiliter l'unité de séchage de produits maraichers de Fronan	Une unité et un magasin réhabilité	u	1	1	0	100%
	Réhabiliter le magasin de stockage d'Orexa	Une unité et un magasin réhabilité	u	1	1	0	100%
	Assuer le contrôle des travaux de réhabilitation de l'unité de séchage de produits maraichers de Fronan	lot de pièces	u	2	2	0	100%
	Assurer le paiement des factures de CIE et SODECI de la mini-rizerie le temps de la remise officielle aux bénéficiaires	Nbre de mois	u	6	0	6	100%
	Apporter un appui accompagnement aux mini-rizerie de Ferkessedougou, de Katiola et de Korhogo pour la gestion du fonds paddy et la réalisation d'une étude de la filière riz et appui à la création d'une ESOP autour de la mini-rizerie de Bondoukou	Nombre de rapport de suivi/étude	u	6	0	4	67%
	Apporter un appui à la mise en relation des ESOP de Ferkessedougou, de Katiola et de Korhogo avec le marché industriel et de fine brisure	Rapport d'étude	u	1	0	0	0%
	Acquerir et livrer les palettes pour les OPA	Nbre de Palette	u	1 308	0	1 308	100%
	Acquerir et livrer les cageots pour les OPA	Nbre de Cageot en plastique	u	495	0	495	100%
Volet : Système d'informations sur les marchés							
Système d'informations sur les marchés							

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
Volet : Infrastructures marchandes					18%		
Infrastructures marchandes				16	0	7	18%
Centre de groupage de Bondoukou	Réaliser la clôture du centre de groupage de Bondoukou (hors BNETD)	Nbre de clôture	u	1	0	0	0%
	Connecter le centre de groupage au réseau électrique (hors BNETD)	Un compteur d'électricité installé	u	1	0	0	0%
	Assurer les frais de contrôle des travaux de construction de la clôture et divers travaux du centre de groupage de Bondoukou (hors BNETD)	Nbre de rapport de contrôle	u	5	0	0	0%
Infrastructures marchandes	Reception et mettre à la disposition des OPA les infrastructures marchandes construites en 2016	Nbre de magasins receptionnée et mis à disposition	u	8	0	7	88%
	Payer le solde des contrats des travaux en cours et achevés (hors convention BNETD)			1	0	0	0%
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs					50%		
Professionnalisation des Organisations de Producteurs				434	260	11	50%
	Poursuivre l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2014	Nombre de dirigeants formés	u	147	75	0	51%
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	10	1	0	10%
		Nombre de comités spécialisés mis en place	u	153	131	0	86%
	Réaliser l'évaluation du niveau de maturation des OPA encadrées par les prestataires	Nombre d'OPA évaluer	u	124	53	11	52%
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs							55,94%
Volet : Coordination et Gestion					52%		

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
Coordination et Gestion				107	46	33	52%
	Réaliser un film de présentation des réalisations du projet (prises de vue échelonnées)	Nbre de films	u	1	0	0	0%
Orientation et Pilotage du projet	Financer la deuxième session annuelle 2017 du COP	Nombre de session du COP	u	2	0	1	50%
	Financer les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nombre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	u	6	4	0	67%
Fonctionnement de l'UCP et gouvernance	Réaliser l'audit de l'exercice 2016	Nombre de rapport disponible	u	1	1	0	100%
	Réaliser l'audit de l'exercice 2017	Nombre de rapport disponible	u	1	0	0	0%
	Assurer le paiement des salaires du personnel (janv-2017-juin 2017)	Nbre de mois (15 mois)	u	12	5	4	42%
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois (1mois)	u	1	0	0	0%
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaire	Nbre de mois (12 mois)	u	12	5	4	42%
	Assurer le paiement des indemnités de fin de projet	droits	u	1	1	0	100%
	Assurer le paiement des indemnités de fin de projet	Droits	u	1	5	0	0%
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	u	12	3	6	75%
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois (12 mois)	u	12	5	4	60%
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois (12 mois)	u	12	5	4	60%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène etc.)	Nbre de mois (12 mois)	u	12	5	4	60%
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (assurances auto, fournitures et consommables, abonnement etc.)	Nbre de mois (12 mois)	u	12	5	4	+
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets	Nbre d'insertion		4	0	1	25%
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur	forfait		1		0,5	50%
	Assurer le paiement des travaux de refecton et de la peinture des batiments au siège à Bouaké	forfait		1		1	100%
	Assuer le paiement des frais d'actes et de contentieux de résiliation des marchés	forfait		1		0	0%
	Fournir et installer un groupe électrogène à l'antenne de Korhogo	Nbre de groupe	u	1	1	0	100%
Appui institutionnel	Fournir et installer un groupe électrogène à la DRMP de Bouaké	Nbre de groupe	u	1	1	0	100%
Volet : Suivi-Evaluation					66%		
Suivi-Evaluation				18	5	5	66%
	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2017-2018	Nombre d'atelier	u	1	1	0	100%

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif 2017		% PTBA 2017
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	mai 2017	nov-17	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	2	0	67%
	Financer les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	4	1	0	25%
Application informatique du système de S&E	Payer le solde des frais d'extension de l'application informatique de S&E au PROPACOM Ouest	forfait		1	0	1	100%
	prendre en charge les activités résiduelles des antennes après leur fermeture anticipée (Cahier de charge signé avec les DR)	Nbre de cahier de charge signé		3	0	3	100%
	Présenter la stratégie de sortie du PROPACOM aux partise prenantes	Nbre de rapport de compte rendu disponible		1	0	1	100%
Etudes d'évaluation	Réaliser l'étude de pré-évaluation de collecte de données complémentaires de la mesure d'impact du PROPACOM et l'étude d'évaluation de prestataire	Nombre de rapport disponible	u	3	0	0	0%
	Réaliser la dernière enquête SYGRI du PROPACOM	Nombre de rapport disponible		1	0	0	0%
Audit	Réaliser l'audit de l'exercice 2016	Rapport d'audit	u	1	1	0	100%
Volet : Gestion des savoirs							0%
Gestion des savoirs							0%
TAUX D'EXECUTION PTBA 2017 (SANS PONDERATION PAR RAPPORT AU POIDS DES ACTIVITES)							60,14%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30/11/2017 en milliers d'USD

Source de financement	Montant en milliers USD (document de conception)	Montant en milliers USD actualisé au taux de réception des fonds FIDA	Décaissements au 30/11/2017	Taux de décaissement
Don FIDA	22 500,00	20 722,83	17 093,27	82,49%
Gouvernement	5 410,00	5 410,00	2 699,90	49,91%
Bénéficiaires	1 056,50	1 056,50	62,72	6%
TOTAL	28 966,50	27 189,33	19 855,89	73,03%

Taux à la signature de l'AF : DTS/USD 1,551724138 Taux de réception des fonds FIDA : DTS/USD 1,429160554 Taux de réception des fonds FIDA : CFA/USD 559,08

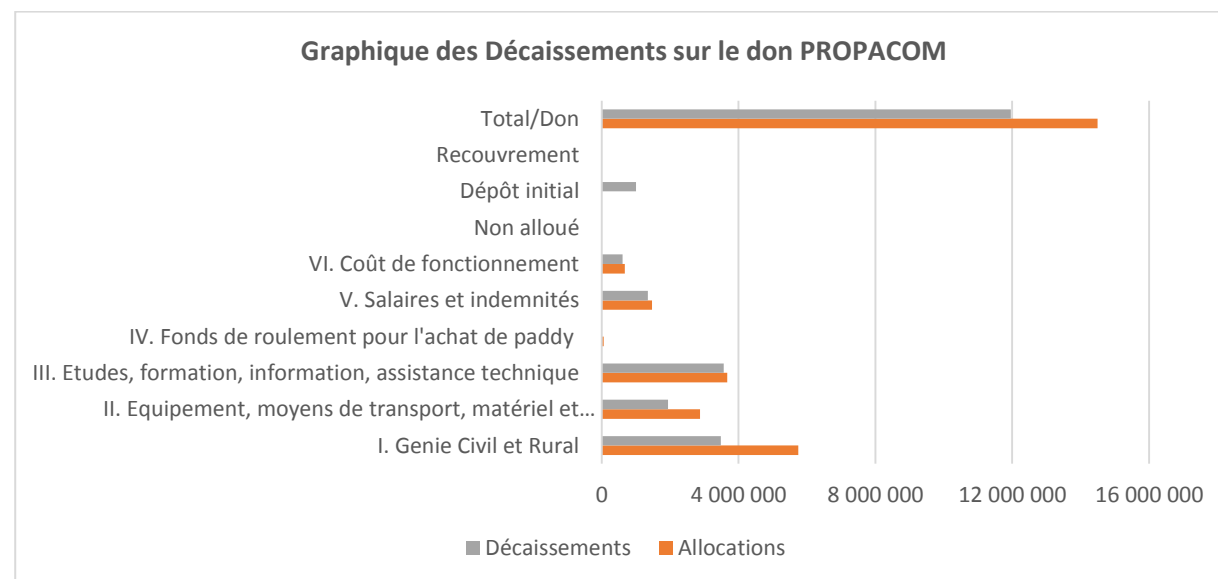
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante au 30/11/2017 (en milliers d'USD)

Composante	Don du FIDA				Gouvernement				Bénéficiaires				Total toutes sources de financement			
	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%
Comp. 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 836	5 854 571	10 472	88%	3 217	193 291	346	11%	####	26 754	47,85	5%	16 100	6 074 615	10 866	67,5%
SC 1 : accès aux facteurs de production	3 793	650 569	1 164	31%	1 451	26 256	47	3%	0	0	-		5 245	676 824	1 212	23,1%
SC 2 : Mécanisation travaux agricoles	8 043	454 509	813	10%	1 766	3 390	6	0%	1 046	21 420	38,31	4%	10 855	479 319	857	7,9%
SC 3 : Appui Conseils	0	1 844 806	3 300	0%	0	19 519	35		0	0	-		0	1 864 325	3 335	
SC 4 : Réhabilitation aménagement bas-fonds périmètres rizicoles maraîchers	0	2 904 687	5 195	0%	0	144 127	258		0	5 334	9,54		0	3 054 148	5 463	
Comp. 2 : Valorisation et mise en marché	6 304	615 989	1 102	17%	1 637	82 212	147	9%	10	8 217	7,44	74%	7 951	706 418	1 264	15,9%
SC 1 : Appui transformation commercialisation produits vivriers	1 530	164 894	295	19%	355	27 690	50	14%	0	4 162	7,44		1 885	196 746	352	18,7%
SC 2 : Système d'info sur les marchés(SIM)	0	6 640	12		0	359	1		0	0	-		0	6 999	13	
SC 3 : Infrastructures marchandes	2 911	230 038	411	14%	873	39 451	71	8%	10	4 055	7,25	73%	3 794	273 545	489	12,9%
SC 4 : Professionnalisation des organisations des producteurs	1 863	214 417	384	21%	409	14 711	26	6%	0	0	-		2 272	229 128	410	18,0%
Coordination et Gestion du Programme	4 360	2 904 778	5 196	119%	555	1 157 775	2 071	373%	0	98	-		4 915	4 062 650	7 267	147,8%
SC 1 : Coordination et Gestion	4 360	2 241 678	4 010	92%	555	1 123 682	2 010	362%	0	98	0,17		4 915	3 365 458	6 020	122,5%
SC 2 : Gestion Savoirs et Communication		103 067	184		0	2 057	4		0	0	-		0	105 124	188	
SC 3 : Suivi Evaluation		482 318	863		0	25 908	46		0	0	-		0	508 226	909	
SC 4 : Appui institutionnel au MINAGRI		77 715	139		0	6 129	11		0	0	-		0	83 843	150	
TOTAL	22 500	9 375 338	16 769	74,5%	5 409	1 433 277	2 564	47%	1 056	35 068	55,30	5%	28 966	10 843 683	19 397	67%

Tableau 5C: Décaissements sur le DON FIDA DSF 8090 en DTS au 30/11/2017

Catégories	Allocation initiale	Montants réalloués	Décaissements	Solde	Taux déc. effectif
I. Génie Civil et Rural	5 080 000	5 745 000	3 488 272,39	2 256 727,61	60,72%
II. Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	2 875 000	1 938 138,75	936 861,25	67,41%
III. Etudes, formation, information, assistance technique	2 650 000	3 670 000	3 571 164,23	98 835,77	97,31%
IV. Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	62 000	0,00	62 000,00	0,00%
V. Salaires et indemnités	590 000	1 475 000	1 348 280,72	126 719,28	91,41%
VI. Coût de fonctionnement	920 000	673 000	609 568,73	63 431,27	90,57%
Non alloué	1 450 000	0	0,00	0,00	0,00%
Dépôt initial	0		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00%
Recouvrement			0,00	0,00	0,00%
Total/Don	14 500 000	14 500 000	11 960 353,45	2 539 646,55	82,49%

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe I, II, A, 4.2 « composition de l'UCP »	Effectif de l'UCP	30/06/2016	Disposition mise en œuvre	Tous les postes étaient pourvus pendant l'exécution du projet. En mai 2017, le Ministère a procédé à des réductions d'effectif au niveau du projet, avec fermeture des antennes.
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « ... L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	Disposition mise en œuvre, avec léger retard	Le PTBA d'achèvement 2017-2018 a été soumis au FIDA le 16/11/16, soit 16 jours après la date prévue.
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Les états financiers de l'exercice 2016 ont été envoyés dans les délais.
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Le rapport d'audit de l'exercice 2016 a été transmis au FIDA le 7/06/2017.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Le PROPACOM n'avait pas développé une stratégie de gestion des savoirs et des innovations. Par conséquent des activités n'ont pas été initiées dans le domaine.

Lors de la mission de supervision qui s'est déroulée au mois de Juin, des échanges avec l'équipe avaient permis d'identifier des pratiques mises en œuvre en vue de les capitaliser. Les thématiques concernaient :

- L'expérience réussie avec des organisations de producteurs agricoles notamment celles de jeunes producteurs de tomate dans la zone de Bouaké.
- L'expérience de commercialisation des producteurs/transformateurs de riz comme les CODERIZ
- La base de données développée par l'équipe pour caractériser et accompagner les OPA bénéficiaires
- L'apprentissage sur la gestion des partenariats avec les institutions-clé avec lesquelles le PROPACOM a collaborées dans sa mise en œuvre.

Compte tenu de la situation de fin de projet, la capitalisation de ces savoirs avait été recommandée afin de servir surtout à la mise en œuvre du PROPACOM –Ouest. Une fiche de documentation de pratique a été élaborée par la mission et proposée à l'équipe. Cette recommandation n'a pas été réalisée du fait du départ de l'équipe du projet.

Néanmoins, ce travail d'apprentissage pourrait être initié par le PROPACOM puisque les OPA ainsi que les partenaires concernées sont toujours en activité, et les sources de documentation sont disponibles au niveau du Projet.

La fin d'un projet reste un moment fort d'apprentissage et d'analyse des pratiques pour une mise à l'échelle. Le PROPACOM a eu une expérience intéressante avec ses bénéficiaires, avec les services nationaux du Ministère et avec des institutions d'appui du secteur privé. La capitalisation des bonnes pratiques et des limites/contraintes identifiées par les partenaires et les porteurs des expériences (OPA) constituera une base de connaissances qui devra nécessairement être partagée pour améliorer la performance de l'OUEST et pour éviter la reproduction d'erreurs. Cette activité pourrait être initiée avec l'équipe du PRPPACOM, le FIDA, tous les partenaires –clés et les bénéficiaires porteurs des expériences.

Enfin, la poursuite de l'élaboration de la base de données sera nécessaire dans le cadre de l'accompagnement des OPA partenaires surtout celles qui bénéficient des infrastructures de production.

La stratégie de sortie déjà élaborée pourra être mise en œuvre dès que possible d'une activité d'apprentissage avec toutes les institutions identifiées pour mutualiser cette base de savoirs et d'expérience nécessaire pour qu'elles prennent le relais du PROPACOM avec succès.

Annexes

PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE ET A LA COMMERCIALISATION (PROPACOM)

CALENDRIER PREVISIONNEL DE RECEPTION DES PERIMETRES

ANTENNE	ENTREPRISES	SITES TRAVAUX	SUP. PREV. (ha)	CULTURES	PERIODE DE RECEPTION	SUPERFIES MISES A DISPOSITION (ha)				
						Nov. 2017	Déc. 2017	Janv. 2018	Fév. 2018	TOTAL
KORHOGO	GEBAT	NINDJO	180	RIZ	Fin janvier 2018			26,26	82,12	108,38
	GPT CIVESA/ESS	PIGNON	130	RIZ	Fin janvier 2018		9,94	63,18	12,79	85,91
	ABEDA SARL	NOUPLE	130	RIZ	Fin janvier 2018		64,76	58,22	22,81	145,79
	GPT ARTECH/ATRAF**	NAHOUALAKAHA	30	RIZ	Fin décembre 2017		60,75	27,80		88,55
		SEKONKAHA	35		Fin décembre 2017		27	45,20		72,20
BOUAKE	EDE	LOKAPLI	15	RIZ	Fin décembre 2017			15		15
		MBE1	25		Fin janvier 2018				25	25
	GECIM SARL*	MBE2	35	RIZ	Fin janvier 2018				35	35
	ABEDA SARL	LOKA	50	RIZ	Fin février 2018				50	50
	ET BAT ET DIVERS*	NGUESSAN POKOUKRO	41	RIZ	Fin janvier 2018				22	22
BONDOUKOU	ITN	BABA	20	RIZ	06/11/2017	19,5				19,5
		PANZARANI 1	14,5			13				13
		PANZARANI 2	18			15				15
	GPT SGTF/NETRAD	SOUKROULAYE	12	RIZ	Fin novembre 2017		15			15
		TEHINI	20		Fin novembre 2017		20			20
	GPT CIVE SA/ESS	PARHADI	12	RIZ	Fin décembre 2017			8		8
		TAGAFONGO	13		Fin décembre 2017			10		10

ANTENNE	ENTREPRISES	SITES TRAVAUX	SUP. PREV. (ha)	CULTURES	PERIODE DE RECEPTION	SUPERFIES MISES A DISPOSITION (ha)				
						Nov. 2017	Déc. 2017	Janv. 2018	Fév. 2018	TOTAL
KORHOGO	GPT SGTF/NETRAD	KALAKALA	3	MAR.	Fin décembre 2017			3		3
BOUAKE		NANGONIEKAHA	4,8		Fin décembre 2017			4,8		4,8
BOUAKE	GPT SCB INTER/JUPITER NEGOCE	ZANGOKRO	10	MAR.	Fin décembre 2017			10		10
		KONGODJAN	4,2		Fin décembre 2017			4,2		4,2
BONDOUKOU	GPT SMART/ATRAF	KIENDI WALOGO	10	MAR.	Fin décembre 2017			10		10
KORHOGO	CITI	KAFALOVOGO	4,3	MAR.	17/08/2017	5,5				5,5
		NONDARA	3,3	MAR.	01/12/2017	5,5				5,5
BONDOUKOU	ABEDA SARL	FLAKIEDOUGOU	2	MAR.	Fin février 2018				2	2
		KOUTOUBA	5	MAR.	Fin février 2018				5	5
		BROMBIRE DOUO	5	MAR.	Fin février 2018				5	5
	CODE D'IVOIRE	KOUASSI DATEKRO	3	MAR.	Fin février 2018				3	3
BOUAKE	EIBCI	KPATO	4	MAR.	Fin février 2018				4	4
KORHOGO		KARAKORO	4	MAR.	Fin février 2018				4	4
TOTAL RIZ (ha)			780,5			47,5	197,45	253,66	249,72	748,33
TOTAL MARAICHERS (ha)			62,6			11	-	32	23	66

Le tronçon de piste de 12 km, Sinématiali-Lokoli-Eco ferme sera réception en fin février 2018

ANNEXES FIDUCIAIRES

PROPACOM : SUIVI DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS DE SUPERVISION

N°	Recommandation	Etat de la mise en œuvre	Responsable	Délai
1.	Transmettre au RAF, au jour le jour, les copies des reçus émis par l'AC aux bénéficiaires	Réalisé.	AC/RAF	Immédiat
2.	Tenir un journal banque pour le compte Ressources Propres et élaborer les états de rapprochement bancaires mensuels	En cours. Journal banque tenu.	RAF	Immédiat
3.	Conserver un CAFM jusqu'à l'achèvement, pour appuyer le SAF et le RPM.	Non réalisé: Décision à prendre par le MINADER.	MINADER	Immédiat
4.	Fournir un état des contributions dues et des versements effectués par les bénéficiaires	Réalisé: Tableau sur la situation des contributions des bénéficiaires disponible	Antennes	Immédiat
5.	Valoriser et comptabiliser les contributions en nature sur les réalisations confiées au BNETD.	En Cours: Les travaux sont en cours.	COORDO/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
6.	Envoyer au FIDA une proposition de plan de recouvrement	Réalisé: Plan de recouvrement transmis le 17/11/2017	RAF	Juin 2017 à clôture
7.	Envoyer au moins une DRF tous les deux mois, même si le montant n'atteint pas 30%, pour éviter les tensions de trésorerie en période d'achèvement.	Réalisé: DRF30 élaborée et transmise à la Dette Publique en août 2017; DRF33 élaborée et transmise à la Dette Publique en octobre 2017. DRF34 en cours d'élaboration pour transmission en décembre 2017.	RAF	Juillet 2017
8.	Assurer une planification glissante des activités sur trois mois	Réalisé: PTBA trimestriels disponibles	COORDO/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
9.	Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Non applicable: Fermeture des antennes le 30/06/2017.	COORDO/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
10.	Dans l'avenant à signer avec le BNETD : i) modifier l'article 9.4ii en remplaçant « justificatifs de dépenses » par « décomptes des travaux réalisés et autres livrables listés au paragraphe 5 de la convention »; ii) Veiller à ce que la dernière tranche de réapprovisionnement soit versée après réception de tous les travaux; iii) Répartir les honoraires de 480 Millions entre les 2 projets PROPACOM et PROPACOM OUEST en fonction des travaux exécutés réellement pour chacun des deux projets.	Réalisé: Modifications prises en compte dans l'avenant sans incidence financière autorisé par la DRMP le 12/09/2017, signé le 6/10/2017 les Parties et approuvé par le Préfet de Région le 14/11/2017. 480 Millions repartis comme suit: 448 millions sur le PROPACOM dont 48 millions en Frais de gestion et 32 millions le PROPACOM OUEST en Frais de gestion	COORDO/RAF	Immédiat

PROPACOM : SUIVI DES RECOMMANDATIONS D'AUDIT

N°	Recommandations de l'audit de l'exercice 2016	Etat d'avancement
1	Justifier les retards dans le procès-verbal d'analyse des factures soumises par le fournisseur pour paiement Déduire les pénalités de retard, des sommes à payer le cas échéant, en l'absence de raisons fondées	Réalisé: les retards sont justifiés à travers le procès-verbal d'analyse des factures soumises par le fournisseur pour paiement et des pénalités de retards sont déduites le cas échéant
2	Nous fournir les justificatifs des frais remboursables qui ont été payés à l'ANADER	Clarifié
3	Prendre les dispositions pour la mutation au niveau des cartes grises des véhicules achetées par le PNUD	Non réalisé
4	Respecter les délais pour l'élaboration du PTBA.	Non réalisé
5	- Clarifier le référentiel comptable utilisé ; - Mettre à jour le manuel de procédures le cas échéant.	Réalisé: La norme légale applicable en Côte d'Ivoire et indiqué déjà dans le manuel de procédures est le SYSCOHADA. Il est à noter que le SYSCOHADA converge vers les normes internationales IFRS.
6	Apporter un soin au dossier de mise en concurrence sur tous les plans (respect des dispositions depuis l'avis de publicité jusqu'à l'attribution des marchés ainsi que l'archivage	Réalisé: Un soin a été apporté aux dossiers de mise en concurrence dans les antennes et notamment celle de Korhogo qui était concernée par cette recommandation.

Exécution PTBA 2017 révisé par bailleur au 30/11/2017 (FCFA)

Libellés	PREVISIONS		REALISATIONS		Taux d'exécution
	Montants	Part dans le PTBA	Montants	Part dans le PTBA	
FIDA	4 268 664 321	86%	2 691 945 772	90%	63,06%
ETAT	706 990 415	14%	280 420 664	9%	39,66%
Bénéficiaires	5 626 692	0%	7 990 391	0%	142,01%
Total	4 981 281 428	100%	2 980 356 827	100%	59,83%

PROPACOM- Etat de reconstitution de l'avance initiale au 30/11/2017

Sur base DRF N° 34 en cours pour dépenses 01/10/2017 à 30/11/2017 et relevés bancaires au 30/11/2017

Montant avance initiale:	750 000 000
Solde rapproché compte spécial	226 620 067
Solde rapproché compte d'opérations Bouaké	145 854 456
Solde caisse	1 895 183
Total soldes banques et caisse:	374 369 706
DRF 34 en cours d'élaboration:	101 449 632
DRF 33 envoyée au FIDA mais non encore créditée au 30/11:	274 180 662
Montant des décaissements non encore présentées en DRF:	0
Total rapproché :	750 000 000

PROJET PROPACOM – COTE D'IVOIRE : ANNEXE II

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: COTE D'IVOIRE	Identification du prêt/ don: DON DSF 8090 PRET N°2000000754; DON DSF N°2000000753; DON ASAP N°2000000752.
Nom des projets: PROPACOM et PROPACOM OUEST	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) – et PROPACOM extension dans les régions Ouest de la CI (PROPACOM – extension Ouest).
Organisme d'exécution: Ministère de	CPM: Abdoul BARRY FMD : Haoua SIENTA
Spécialiste en gestion financière: Oumou Wane Touré	Date de l'examen: 1 ^{er} au 8 décembre 2017

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
• Risque inhérent			
• Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	E	Les quatre postes clés suivants sont vacants depuis fin mai 2017 : Chef d'Antenne de Man; Chargé de Production Agricole de l'Antenne de Séguéla, RSE et RIR à l'UCP. Le RAF a démissionné le 25 octobre. Son préavis va jusqu'au 25 janvier. Les recrutements ont été lancés et les candidatures seront reçues le 8 décembre 2017, délai butoir. La procédure de sélection doit prendre fin le 31 décembre. L'approbation du FIDA sera requise en Janvier 2018.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Les fiches de postes sont décrites dans le manuel des procédures.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Oui, mais la répartition des tâches de saisie comptable entre l'UCP et les antennes n'est pas toujours pas effective. La procédure d'acquisition du logiciel TOM2PRO en version multi-sites est en cours pour permettre cela.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	M	Le manuel des procédures administratives du PROPACOM a été révisé pour intégrer les activités du PROPACOM Ouest, les nouvelles procédures de passation des marchés suite à la réforme au niveau national, ainsi que d'autres procédures de gestion de la caisse, etc. Cependant, le manuel n'a pas encore été envoyé au FIDA pour approbation.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Oui, l'évaluation est faite par le Ministère. Une évaluation a été faite en avril 2017, à la suite de laquelle certains agents ont été remerciés pour mauvaise performance.

f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Oui, Assurance maladie souscrite pour le personnel, conjoints et enfants.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	En Côte d'Ivoire, tous les paiements de sécurité sociale sont faits sur la contrepartie. Paiement effectué chaque mois à jour. Les points soulevés dans la mission de novembre 2016 pour les arriérés de cotisations sur les gratifications : Le Projet a présenté le montant dû à la conférence budgétaire 2018.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Formation faite avec le FIDA pour le personnel clé suivant à Abuja et / ou à Yaoundé : RAF, Contrôleur Financier, Agent Comptable, Responsable Passation des Marchés, Directeur de la DEP du MINAGRI, Représentant Ministère de l'Economie et des Finances (traitement des DRF), ancien Coordonnateur du projet. La Coordinatrice a été formée sur le suivi-évaluation en octobre 2017, dans un atelier organisé au niveau du FIDA.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	E	Oui, mais le PTBA est présenté tardivement ; le PTBA 2018 n'a pas encore été transmis au FIDA. La réunion du comité de pilotage est prévu le 19/12/2017.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Les tableaux par catégorie ont été élaborés.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	M	Référence est faite au cost tab du DCP. La mission a recommandé de recourir à des demandes de proforma, au moment de l'élaboration du PTBA, pour les acquisitions spécifiques, pour avoir un PTBA et PPM réalistes. Le risque est d'avoir des passations de marchés infructueuses et de perdre beaucoup de temps dans l'exécution du projet. C'est le cas auquel le projet s'est confronté lors de l'acquisition (faite ou en cours) pluviomètres et des stations agro-météorologiques sur les fonds ASAP.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Oui
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Oui, en général. Le projet a valorisé et enregistré les exonérations de taxes. Pour la contrepartie en numéraire pendant l'année 2017, le Gouvernement a versé 171.609.364 F CFA pour PROPACOM et 63.427.176 F CFA pour PROPACOM Ouest.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Oui, sauf OFID (prévu dans le document de conception, mais non encore signé).
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant –	E	Comptes d'opérations et comptes des antennes sur signatures unique. Pour les antennes, les fonds sont limités et approvisionnés après justification mais le risque est élevé pour les comptes désignés et les comptes d'opérations de l'UCP. Par ailleurs, les comptes Ressources Propres / Ventes de DAO ne sont pas encore enregistrées en comptabilité.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	E	Problème de la signature conjointe non encore réglé. Cependant, les discussions continuent avec le Ministère des Finances.
	• Adéquation du montant de l'allocation	F	Oui.

	autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.		
	• Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Oui, DRF et DPD utilisées
	• Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	La vérification des états certifiés de dépenses (ECD) est globalement satisfaisante. Les pièces justificatives sont généralement jointes, cependant il y a des cas où les dépenses sont imputées à des catégories non appropriées, d'autres où il n'y a pas eu de respect des clauses contractuelles par rapport au calendrier de paiement, non disponibilité des rapports d'ateliers validés, manque d'évaluation et d'expression des besoins avant d'effectuer les paiements sur les conventions ou avant de lancer la procédure de passation des marchés.
	• Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Oui, globalement.
	• Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Oui
	• Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Liste détaillée de la ligne 7 du formulaire 104 à fournir par le Projet PROPACOM Ouest au 30/11/2017.
	• Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Etats de rapprochement bancaires effectués.
	• Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Taux de décaissement de 88% par rapport au PTBA pour PROPACOM Ouest (taux attendu de près de 100% au 31/12/2017) ; il est de 59,83 % pour PROPACOM pour lequel le taux attendu est également de 100% si le BNETD réalise les travaux planifiés.
	Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Le projet va envoyer un plan de recouvrement révisé pour tenir compte des paiements à faire au BNETD à partir du compte d'opérations, lorsque l'avance sera apurée jusqu'à atteindre un solde selon le pourcentage prévu dans la convention.

4. Contrôles internes

a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Oui, sauf problème signature unique des comptes bancaires.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion	F	Le processus de réquisition / évaluation et expression des besoins doit être amélioré.

	financière (ou l'équivalent)		
c.	Respect du manuel financier	F	Oui, globalement (voir signature des comptes)
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le Journal des contributions des bénéficiaires est maintenu tenu, suite à la recommandation de la mission de Juin. Il reste à tenir le Journal des Ventes de DAO et des décaissements y relatifs.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Le projet utilise le Module Suivi des Engagements du logiciel TOM2PRO, qui permet également de générer le registre des contrats et les fiches de suivi des contrats. L'obtention de l'attestation d'exonération étant un préalable pour le solde du compte du fournisseur, l'absence de ce document a occasionné des retards dans le paiement des fournisseurs de véhicules notamment. Ces derniers n'acceptent pas le paiement en hors taxes avant la délivrance de l'attestation d'exonération.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	E	Oui ; cependant la règle en vigueur en Côte d'Ivoire est la signature unique des comptes bancaires par l'Agent Comptable.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Oui
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Oui
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Oui
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Longs délais notés pour les reliquats de 5% dus aux fournisseurs et que les bénéficiaires doivent payer, la partie FIDA étant payée dans de courts délais.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Oui
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Oui
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Oui
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Les inventaires physiques seront effectués au 31 décembre 2017.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?)	F	Trois véhicules 4X4 ont été achetés par le PROPACOM en 2013. Six ont été transférés du PRAREP. Un véhicule de marque HYUNDAI a été acheté en 2017 et a subi un accident survenu en novembre 2017. La déclaration d'assurance a été faite. La maison mère AFRICAUTO a été contactée pour la réparation du véhicule fortement endommagé.

	ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)		Les Ordres de mission sont établis pour chaque mission ; règle appliquée pour le versement des per diem : 80% au départ et 20% au retour après production du rapport. Le Projet doit régler le problème des retards de paiement des per diem des chauffeurs et autres agents, due à la procédure de virement et au retard dans le circuit de paiement.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Assurance tous risques pour les nouveaux véhicules. Assurance de base pour les véhicules transférés de l'ancien projet. Les locaux du projet sont assurés multirisques. Les locaux de Bouaké ont fait l'objet d'un cambriolage dans la nuit du 5 au 6 novembre dernier : dix-sept ordinateurs portables, un ordinateur, trois disques durs dont celui de l'Agent Comptable, 5 appareils photo numériques, 3 tablettes, le DVR et l'écran de visualisation des caméras de surveillance ont été emportés. Il faut noter que le contrat de gardiennage présente des défaillances notoires et n'a pas été évalué avant renouvellement. Les clauses de partage des responsabilités sont défavorables au projet : beaucoup de conditionnalités de la sécurité reposent sur le projet et la société de gardiennage n'a pratiquement que la responsabilité de fournir des agents en uniformes et d'organiser les rotations. De plus, le projet a payé pour des détecteurs de métaux et un système d'alarme qui n'ont pas fonctionné durant l'attaque à main armée. La mission recommande de réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société et d'élucider les tenants et aboutissants de ce cambriolage en faisant un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière. L'UCP devra envoyer au FIDA le rapport relatif à ce cambriolage.
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diem versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Oui
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / relevé de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Oui
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Les états de rapprochements sont effectués mensuellement.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	N/A	Non
5.	Procédures comptables		
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS)	F	SYSCOHADA en comptabilité d'engagement.

	/ IPSAS / caisse IPSAS)		
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	La comptabilité est bien tenue et est à jour, sauf pour les ventes de DAO. Le module Suivi des Engagements contractuels est renseigné pour tous les contrats, marchés et bons de commande. Toutes les dépenses sont enregistrées selon la comptabilité d'engagement (Journal Achats). Les journaux de trésorerie et d'OD sont tenus. Le Comptable doit mettre à jour le budget révisé dans TOM2PRO. A corriger également l'écriture de comptabilisation des per diem du consultant AT dont la mission a été écourté pour raison de maladie : une compensation a été faite entre les per diem reçus initialement et les honoraires dus.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Oui
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Dernière vérification faite par l'audit externe des comptes 2016, faite en avril/mai 2017. A la mission de juin 2017, les problèmes de sécurité n'avaient pas permis de se rendre à Bouaké.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Oui, les sauvegardes sont faites par le SAF et aussi par une société de maintenance externe.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Oui, sauf pour les Ventes de DAO, même si les montants sont faibles.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	.Oui
6- Rapports financiers et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Les DRF sont envoyées actuellement de façon régulière, avec le registre des contrats comme reporting financier servant au réapprovisionnement du compte désigné.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Rapports trimestriels techniques et financiers envoyés régulièrement.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Oui, le projet imprime l'état d'exécution budgétaire à partir du logiciel TOM2PRO, avec indication du pourcentage d'exécution. Recommandation : Exploiter les autres états analytiques et partager avec Coordonnateur et les autres responsables, RSE et CSE
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoires	F	Quelques recommandations des missions de supervision ont été mises en œuvre mais celle relative à la gestion de l'avance au BNETD n'a pas été appliquée. Par ailleurs, la possibilité d'appliquer la procédure de double signature des comptes du

			projet est encore en cours de discussion.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	N/A	Non
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)		N/A
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports		N/A
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit		N/A
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Oui, mais il faut exclure l'assurance sur les résultats physiques du mandat de l'auditeur, pour l'audit de l'exercice 2017 et les exercices futurs.
b.	Respect des termes de référence		Oui
c.	Ponctualité du rapport d'audit		Le rapport d'audit des comptes 2016 a été envoyé avant la date butoir, le 7 juin 2016. Les comptes ont été certifiés sans réserve.
d.	Qualité de l'audit		Oui
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier		Le Projet a revu les commentaires sur les recommandations de contrôle interne envoyés au FIDA. recommandations d'audit portant sur la passation des marchés ont été mises en œuvre. Celle relative à la mutation des cartes grises des véhicules immatriculés au nom du PNUD, n'a pas encore été mise en œuvre.

Évaluation du Risque Fiduciaire du Projet en phase de Supervision

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	E	Les quatre postes clés suivants sont vacants depuis fin mai 2017 : Chef d'Antenne de Man; Chargé de Production Agricole de l'Antenne de Séguéla, RSE et RIR à l'UCP. Le RAF a démissionné le 25 octobre. Son préavis va jusqu'au 25 janvier. Les recrutements ont été lancés et les candidatures seront reçues le 8 décembre 2017, délai butoir. La procédure de sélection doit prendre fin le 31 décembre. L'approbation du FIDA sera requise en Janvier 2018.
2. Budget	E	Exécution à relever avec les réalisations confiées au BNETD
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	E	Suivi rapproché à faire sur la convention BNETD
4. Contrôles internes	E	Adéquat, sauf problème signature unique sur les comptes bancaires
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	Adéquat, sauf pour les Ventes de DAO à suivre en comptabilité du Projet, même si les montants concernés sont faibles et sont suivis dans les journaux de comptabilité publique tenus par l'Agent Comptable.
6. Rapports et suivi	F	Adéquat
7. Audit interne	F	N/A
8. Audit externe	F	Adéquat
Risque fiduciaire global du projet	F	Les risques fiduciaires sont élevés, même si la signature unique par l'AC relève du système national (commun à pratiquement tous les pays de l'UEMOA) et que tous les projets des bailleurs de fonds sont gérés selon cette procédure. Les discussions sont en cours avec le Ministère des Finances pour lever ce risque.